

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 550

Sept.-Oct.-Nov.2023

60è année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses de Gaza
- Points de repères Sur la question palestinienne
- Russie-Ukraine: Crise de guerre, carnage sans fin
- Guerre en Ukraine et «Tendance Claire»
- La Working Class américaine s'est-elle réveillée ?
- Dialogue avec les morts (Extraits)
- Engels
- Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir

Non à la loi Darmanin Non au contrôle de l'immigration

La loi Darmanin dite «Asile et immigration» devrait finalement être présentée au Parlement courant novembre, après des mois d'hésitations.

Intitulé «*projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration*», ce projet n'a cessé de se durcir au fil des mois et des négociations avec les partis de droite: pour des raisons politiques le gouvernement voudrait associer le parti Les Républicains au vote de la loi; mais les LR craignent la concurrence du Rassemblement National. Ce dernier, satisfait du volet répressif du texte, a affirmé qu'il serait prêt à le voter, si était supprimé le volet, rédigé à la demande du patronat, sur la possibilité – très encadrée – de régulariser les travailleurs sans-papiers dans les secteurs qui ont besoin d'une main d'oeuvre à bas coût («métiers en tension»)...

Au-delà de ces manoeuvres politiques, la future loi, comme celles qui l'ont précédée (29 lois sur l'immigration depuis 1980!), est une loi répressive, centrée sur l'accroissement des expulsions et des obstacles au droit d'asile, et qui dégrade la situation des travailleurs immigrés et de leurs familles.

(Suite en page 5)

Guerre en Palestine Enjeux impérialistes et perspective prolétarienne

La spectaculaire et sanglante attaque des combattants du Hamas avec le massacre de centaines de civils et la capture de centaines d'otages israéliens et la terrible riposte de l'Etat Hébreu ébranlent tout le Moyen-Orient.

Durement frappé dans son aura d'invulnérabilité, Israël veut montrer aux Etats de la région, avec l'accord des impérialismes occidentaux, qu'on ne le défie pas impunément.

La première victime est la population de Gaza soumise à des bombardements massifs et à un blocus visant à la priver de nourriture, d'eau, d'électricité et des biens de première nécessité (selon les dires du ministre israélien de la défense) et poussée à quitter le nord du

territoire: des milliers de morts et blessés, des dizaines de milliers de sans-abris, des centaines de milliers de déplacés; mais la population des Territoires occupés de Cisjordanie est victime elle aussi de la violence de l'armée et des colons israéliens qui expulsent les Palestiniens de leurs villages, faisant des dizaines de morts.

En mettant de côté le rêve des partis colonialistes d'extrême droite (pour tant représentés au gouvernement) d'annexer la Cisjordanie et d'expulser tous les Palestiniens, il n'en reste pas moins que le climat politique en Israël est de profiter de la guerre pour sinon

(Suite en page 2)

Juin 1953: Révolte prolétarienne en RDA

Il y a 70 ans, le prolétariat de Berlin-Est et de l'Allemagne de l'Est – qui s'appelait alors la RDA, République Démocratique Allemande – se révoltait contre le pouvoir bourgeois qui se faisait passer pour socialiste.

Le point culminant des grèves, des manifestations et de la révolte fut atteint à la mi-juin 1953; mais au cours des semaines précédentes des grèves et des manifestations tout à fait spontanées avaient eu lieu dans la plupart des villes industrielles d'Allemagne de l'Est, à Eisleben, Finsterwalde, Fürstenwald, Chemnitz-Borna et à nouveau à Dresde, Halle, Görlitz sur la Neisse, Merseburg, Bitterfeld-Wolfen, Rosslau sur l'Elbe, Gera, Falkensee, Leipzig, Francfort sur l'Oder, Potsdam, Greifswald, Gotha et bien d'autres. Les participants aux mouvements de grève et aux manifestations sont estimés entre 500 000 et un million, tandis que 500 à 700 villes furent touchées. En pratique, une grande partie du prolétariat est-allemand se mit en mouvement contre des conditions de

vie et de travail déjà très dures après la guerre, mais rendues intolérables par les mesures que le gouvernement stalinien de Grotewohl et Ulbricht avaient prises dans les mois précédents; le mécontentement était si généralisé que même les paysans se mobilisèrent, comme dans le district de Cottbus, notamment à Jessen: surfant sur le mécontentement général, ils réclamaient une réduction des quotas de produits agricoles à remettre à l'Etat.

Avec les mesures prises entre avril et mai 1953 sous la pression de Moscou (qui exigeait des paiements élevés pour les dommages subis pendant la guerre mondiale), le gouvernement, en exploitant encore plus la main-d'oeuvre salariée, tentait de réaliser une forte reprise économique pour surmonter la période de crise consécutive à la guerre et caractérisée par l'affrontement d'intérêts entre les blocs russe et occidental.

Après avoir supprimé les cartes de

(Suite en page 14)

Guerre en Palestine Enjeux impérialistes et perspective prolétarienne

(Suite de la page 1)

régler définitivement le «problème» palestinien (c'est-à-dire toute résistance à la colonisation), du moins de frapper durement les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, le Hezbollah au Liban et jusqu'à l'Iran qui finance et arme les diverses milices d'un dit «axe de la résistance islamique». Il semble que d'après la presse internationale, cette dernière éventualité ait été écartée, mais la riposte d'Israël aura des conséquences importantes au niveau régional. Selon des déclarations d'officiels israéliens, un objectif de cette riposte outre de détruire les institutions et les structures «gouvernementales» du Hamas, serait de réduire la bande de Gaza pour constituer une «zone tampon», un «no mans land», ce qui impliquerait le déplacement de jusqu'à un million d'habitants vers l'Égypte.

Or le gouvernement du Caire est absolument opposé à un tel afflux de réfugiés sur son territoire, non seulement en raison des problèmes économiques que cela entraînerait dans la situation de crise que traverse le pays, mais aussi en raison des risques politiques et sociaux posés par une masse de population meurtrie avide de revanche sur Israël. C'est la raison pour laquelle (en accord avec les autorités israéliennes), il se refuse jusqu'ici à laisser la moindre personne sortir de Gaza par le point de passage qu'il contrôle, alors que quelques camions d'aide humanitaire ont finalement été autorisés à y entrer.

Les autres Etats de la région redoutent qu'une trop longue et trop meurtrière riposte israélienne entraîne des réactions incontrôlables parmi leurs populations. Pour l'instant les imposantes manifestations qui ont eu lieu dans ces pays ont servi de diversion au mécontentement social, mais l'exemple égyptien sonne comme un avertissement; pour la première fois depuis le coup d'Etat le gouvernement d'Al Sissi avait non seulement autorisé une journée de manifestation, en soutien aux Palestiniens, mais il l'avait même organisée: de nombreux manifestants en ont profité pour conspuer le régime.

ENJEUX IMPÉRIALISTES

Les impérialismes occidentaux ont soutenu sans hésiter et continuent à soutenir les bombardements israéliens de Gaza qui ont fait au moment où nous

écrivons plus de 7000 morts, civils pour la plupart (1). Dès l'attaque du Hamas les Etats-Unis ont envoyé armes et munitions à l'armée israélienne, suivis par une imposante flottille de guerre avec 2 porte-avions (qui ont déjà bombardé des éléments «pro-iraniens» en Syrie). Ils ont envoyé également des militaires de haut rang, ayant l'expérience de la guerre urbaine en Irak, pour conseiller leurs homologues israéliens, etc.

Les dirigeants européens se sont chacun à leur tour précipités en Israël pour assurer l'Etat Hébreu de leur soutien sans faille. Macron a fait de même; mais il a tenu en plus à aller en Cisjordanie soutenir Mahmoud Abbas, le président d'une «Autorité Palestinienne» complètement discréditée pour sa corruption et ses compromissions avec Israël, à tenter de ressusciter la perspective de la création d'un Etat palestinien croupion et à faire mine de demander le respect du «droit international». Le fait que la France n'ait jamais dénoncé les violations caractérisées de ce «droit» et les «crimes de guerre» commis par Israël démontre ce que valent ces gesticulations diplomatiques et plus généralement tous ces discours: **le droit international n'est en réalité que le droit du plus fort.**

Et si l'on nourrissait encore quelques doutes à cet égard, il suffirait de se rappeler qu'en matière de crimes de guerre la France a un sanglant record, notamment lors des guerres coloniales et post-coloniales, du Viet Nam au Cameroun, de l'Algérie au Rwanda, etc., qui fait pâlir les atrocités actuelles. Et les «condoléances» que Macron a présentées pour les victimes palestiniennes à M. Abbas, après avoir approuvé les représailles militaires israéliennes sont particulièrement répugnantes...

La guerre actuelle en Palestine est née sur le terrain de l'oppression nationale des Palestiniens, et si l'objectif déclaré est d'écraser le Hamas, l'objectif plus profond est d'écraser les populations de façon à leur faire perdre toute velléité de révolte (2) et qu'elles acceptent sans broncher le régime qu'on leur imposera (3): les innombrables morts et blessés dus aux bombardements et au blocus ne sont pas des victimes «collatérales»; ils sont le résultat recherché de cet objectif.

Mais la guerre s'inscrit aussi dans le cadre des changements des rapports inter-impérialistes au Moyen Orient et dans le monde. Les Etats-Unis, tou-

jours plus préoccupés par la montée en puissance de la Chine, ont commencé à «pivoter» vers l'Asie depuis l'époque d'Obama, tandis que des puissances moyen-orientales s'affirment de plus en plus.

Les dits «Accord d'Abraham» impulsés par l'administration Trump et poursuivis par Biden visaient à établir des accords de paix et de coopérations séparés entre Israël et certains Etats arabes (Emirats Arabes Unis, Bahrein, Maroc), en laissant de côté la question palestinienne, jugée désormais sans réelle importance et donc laissée à la discrétion du gouvernement israélien (4). Des négociations discrètes étaient en cours avec l'Arabie Saoudite – protégé traditionnel des Etats Unis et puissance pétrolière majeure – pour qu'elle suive le mouvement, tandis que la Turquie se rapprochait irrésistiblement d'Israël (projet de gazoduc commun, etc.). Une des conséquences les plus importantes de ces accords déjà signés ou en préparation était l'isolement accru de l'Iran, quand à la surprise générale l'Iran et l'Arabie Saoudite signaient en mars dernier sous l'égide de la Chine un accord pour la normalisation de leurs relations!

Maintenant la guerre en Palestine sanctionne l'échec complet de la stratégie américaine d'Abraham: elle met en difficulté les pays qui ont signé ces accords, elle renvoie sine die la signature de l'Arabie Saoudite, elle pousse l'Égypte à s'opposer aux Etats Unis, elle contraint la Turquie à faire marche arrière, à interrompre sa collaboration économique avec Israël et à dénoncer ses «alliés» occidentaux...

Devant ce désastre l'impérialisme américain et, derrière lui, les impérialismes européens, n'ont d'autre choix que de montrer leur force militaire et de renforcer l'Etat israélien, seul pilier solide de l'influence occidentale dans la région: *Israël a le droit de se défendre*, signifie en fait: **l'impérialisme occidental a le droit de se défendre!**

POUR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE

Soumises aux terribles bombardements et aux attaques terrestres actuelles, soumises depuis toujours à une oppression nationale qui aggrave l'exploitation capitaliste infligée par les bourgeoisies israélienne et arabe, et qui est soutenue par les impérialismes occidentaux, les masses prolétariennes palestiniennes ne peuvent compter sur le soutien des Etats bourgeois de la région: les pays arabes ont démontré depuis des décennies que leur sort les laissait indifférents et dans les cas de plus en plus

rares où ils évoquaient leurs souffrances c'était pour faire diversion face à un mécontentement social ou pour faire avancer leurs propres intérêts étatiques. Il en va exactement de même en ce qui concerne la dictature Iranienne qui se présente en championne de la cause palestinienne pour marquer des points face à l'adversaire israélien ou la Turquie d'Erdogan (après son récent tournant). Ils ne peuvent compter sur le Hamas, organisation islamiste réactionnaire qui réprime les mouvements sociaux à Gaza. Il a été capable d'organiser l'attaque du 7 octobre, d'infliger des pertes aux soldats israéliens et de massacrer des civils femmes et enfants, mais il ne sera jamais capable de battre militairement Israël; il fait donc appel au soutien des Etats arabes et musulmans – qui ne viendra jamais comme nous avons vu. Il a déclaré publiquement qu'il était prêt à faire la paix avec Israël si celui-ci se retirait des territoires qu'il occupe et à y instaurer un Etat islamique: ce mini Etat ne serait qu'une galère pour les prolétaires et les masses palestiniennes.

En définitive la fin de l'oppression nationale, de tous les massacres et de toutes les exactions subies par les Palestiniens ne pourra être que le résultat d'un bouleversement complet de l'ordre bourgeois et impérialiste dans la région; autrement dit de la révolution prolétarienne anticapitaliste renversant tous les Etats bourgeois et instaurant

sur leurs ruines la dictature internationale du prolétariat.

Cette tâche ne peut être l'oeuvre des seuls prolétaires palestiniens; elle implique l'action unie des prolétaires de toutes les nations, y compris des prolétaires juifs d'Israël. Cela implique que ces prolétaires rompent les liens qui les unissent à leur bourgeoisie et leur Etat au nom de la nation ou de la religion pour mettre au premier plan la solidarité prolétarienne internationale: cela n'arrivera pas automatiquement ni du jour au lendemain; il y faudra des fortes secousses provoquées par les crises du capitalisme; il y faudra l'exemple concret et les effets de la reprise de la lutte de classe révolutionnaire dans les citadelles du capitalisme mondial; il y faudra l'action de minorités prolétariennes d'avant-garde pour la constitution du **parti de classe, communiste, internationaliste et international**. Tâche difficile mais qui est la seule perspective prolétarienne non illusoire.

Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses palestiniennes!

Pour la reprise de la lutte de classe révolutionnaire!

Pour la révolution communiste internationale!

29/10/2023

(1) Pour répondre aux accusations israéliennes et américaines de truquer les chiffres, les autorités de Gaza ont

publié les identités de plus de 7000 personnes décédées (sans compter celles toujours ensevelies sous les décombres).

(2) Le président israélien Isaac Herzog, ancien président du Parti Travailleur (de «gauche») qui se disait partisan du dialogue avec les Palestiniens, a déclaré le 14/10, en parlant de Gaza: «*C'est une nation entière là-bas qui est responsable. Ce n'est pas vrai cette rhétorique à propos de civils pas au courant, pas impliqués, ce n'est absolument pas vrai*» cf. *Le Monde*, 28/10/23. Donc tous des terroristes, tous des coupables, qui méritent bien la punition collective infligée par Israël...

(3) Il semble qu'à l'heure actuelle les plans israéliens prévoient de faire administrer Gaza par l'Autorité Palestinienne après une période transitoire de maintien de l'ordre par des militaires de pays arabes amis d'Israël.

(4) Les accords stipulaient qu'Israël s'engageait à ne pas annexer de nouveaux territoires. Netanyahu déclara par la suite que cet engagement n'était que provisoire et de fait la colonisation n'a pas cessé.



Visitez notre site internet:
<https://www.pcint.org>

Contre les massacres, l'oppression et la misère Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses de Gaza

Une semaine après la meurtrière attaque du Hamas en Israël et les bombardements massifs de la bande de Gaza, alors que les victimes se comptent par milliers de part et d'autre (1) que des centaines de milliers d'habitants de Gaza tentent de fuir les bombardements, l'armée israélienne a lancé un ultimatum pour exiger que plus d'un million d'habitants quittent le nord du territoire dans les 24 heures ! Ce qui est bien évidemment impossible dans les conditions actuelles...

Le premier ministre Netanyahu l'a claironné : «*Israël va se venger !*». Pour justifier le blocus complet du territoire avec suppression complète de l'eau, l'électricité, le carburant et la nourriture qu'il venait d'annoncer, le ministre de la défense israélien et chef du cabinet de guerre a déclaré : «*Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence*».

Les impérialismes occidentaux ont donné le feu vert à la réaction israé-

lienne – à commencer par les Etats-Unis qui ont immédiatement expédié armes et munitions et dépêché 2 groupes aéronavals en Méditerranée orientale, suivis par la Grande Bretagne qui a décidé d'envoyer elle aussi des navires de guerre; les autres impérialismes européens sont sur la même ligne au nom du «droit d'Israël à se défendre». Inutile de remarquer que pour eux il n'existe pas de «droit des Palestiniens à se défendre» ! Les mêmes qui s'indignent des massacres de civils, femmes et enfants israéliens et condamnent le terrorisme du Hamas, ne se sont jamais indignés des massacres causés par l'armée et les colons israéliens et n'ont jamais condamné le terrorisme d'Israël. Cela fait pourtant des décennies que l'Etat Hébreu commet des massacres et des violences de toutes sortes pour imposer sa domination sur les populations palestiniennes.

Depuis 2007, avec l'aval de ses par-

combattre le Hamas, Il soumet en particulier la bande de Gaza, outre à de sanglantes attaques (2) accompagnées de destructions d'immeubles et d'installations diverses, à un blocus; les conséquences de ces exactions sont désastreuses pour la population: plus de la moitié des travailleurs y sont au chômage (et plus de 80% de ceux qui ont un emploi sont payés moins que le salaire minimum), la pauvreté y est endémique (certaines estimations la chiffrent aux deux tiers de la population), les conditions de vie sont déplorables. Mais tout cela n'émeut pas les dirigeants politiques des démocraties européennes et américaines, soucieux de défendre ce pilier de l'impérialisme occidental que constitue l'Etat d'Israël au Moyen-Orient. Les bombardements massifs et autres actions militaires israéliennes ont moins pour but de venger les plus de 1200 morts et 2700 bles-

(Suite en page 4)

Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses de Gaza

(Suite de la page 3)

sés causés par l'attaque du Hamas, que de venger dans le sang, avec l'assentiment impérialiste, le terrible coup porté à la réputation d'invulnérabilité de la première puissance militaire de la région, à un moment où la prédominance occidentale y est contestée.

Seule la révolution communiste internationale pourra mettre fin à l'oppression, à la misère aux massacres perpétuels que connaissent les masses palestiniennes

La force d'Israël tient en grande partie au soutien sans faille, militaire économique et politique des Etats Unis et des autres impérialismes occidentaux : ils portent une responsabilité écrasante dans les souffrances subies par les prolétaires et les masses déshéritées de Palestine. Cette force repose aussi sur l'union nationale qui tient les prolétaires juifs enchaînés à «leur» bourgeoisie et «leur» Etat, prêts aux sacrifices pour les défendre, au nom de leur situation privilégiée par rapport aux prolétaires et aux masses arabes, y compris israéliennes. Le massacre de centaines de civils sans armes par le Hamas ne pouvait que renforcer cette union nationale, permettant au moins pour un temps de surmonter la crise politique en Israël et de légitimer le gouvernement d'extrême droite en place.

Si le Hamas peut se présenter après son attaque comme un adversaire d'Israël beaucoup plus efficace que ne l'ont jamais été les anciennes organisations guérilléristes laïques, il ne peut représenter une solution pour l'émancipation des masses prolétariennes. Cette attaque est bien incapable de la faire avancer (elle entraîne de terribles représailles contre les populations civiles) ni de mettre en danger Israël qu'elle renforce au contraire. Le Hamas gère depuis 15 ans le statu quo à Gaza avec l'accord difficile, implicite mais indéniable d'Israël qui conserve le contrôle économique du territoire : le gouvernement israélien autorisait par exemple les transferts de fonds du Qatar au Hamas, pour affaiblir l'«Autorité Palestinienne» de Cisjordanie ; avec sa propagande religieuse il impose un ordre rigoriste à la population et aux prolétaires. Sa seule perspective réelle est en réalité de se voir reconnaître ouvertement comme garde-chiourme des pro-

létaires de Gaza par Israël, les Etats arabes voisins (à commencer par l'Egypte) et les impérialismes.

Les prolétaires palestiniens ne peuvent compter sur les Etats arabes ou musulmans qui ont abandonné pour la plupart même les simples discours de soutien. Si l'Iran semble faire exception, c'est uniquement en instrumentalisant leur cause pour ses propres intérêts nationaux.

Le seul véritable soutien, ils ne pourront le trouver qu'auprès des prolétaires des autres pays, et notamment des prolétaires des métropoles impérialistes dès lors que ceux-ci auront repris la voie de la lutte de classe contre le capitalisme. En affaiblissant l'impérialisme et donc son soutien à Israël, ils fourniront les conditions pour que se brise l'union nationale dans ce pays et que les prolétaires juifs comprennent la nécessité de se solidariser avec les prolétaires arabes contre les bourgeois arabes et juifs.

Cette perspective de révolution internationale contre le capitalisme et tous les Etats bourgeois peut sans aucun doute paraître utopique aujourd'hui ; mais c'est la seule qui pourra rompre avec l'éternelle suite de guerres et de massacres, de misère et d'oppression qui ensanglantent depuis

trop longtemps la région.

15/10/2023

(1) L'armée israélienne a déclaré avoir tué plus d'un millier d'assaillants : apparemment elle ne fait pas de prisonniers et les blessés sont achevés.

(2) Fin 2008, Israël lance une offensive aérienne et terrestre après des tirs de roquettes : 1440 Palestiniens et 13 Israéliens sont tués. L'armée israélienne perpète fin 2012 l'«assassinat ciblé» du chef militaire du Hamas Ahmad Jaabari. Suivent huit jours de frappes aériennes qui tuent 174 Palestiniens. Six Israéliens meurent également. En juillet 2014, Israël lance l'opération «Bordure protectrice» pour faire cesser les tirs de roquette et détruire les tunnels creusés depuis l'enclave. La guerre fait 2251 morts dont 65 enfants côté palestinien, en grande majorité des civils, et 74 morts côté israélien, quasiment tous des soldats. En mai 2021, une nouvelle guerre à Gaza fait en 11 jours au moins 232 morts côté palestinien et 12 côté israélien. Deux ans plus tard, en mai 2023, 35 Palestiniens, dont des dirigeants du Jihad islamique, sont tués en cinq jours de guerre.

Points de repère sur la question palestinienne

Nous publions ce texte vieux de plus de 30 ans parce qu'il donne notre orientation générale sur la question. Mais si cette orientation reste toujours valable, depuis le moment où il a été rédigé (1989) des choses ont changé sur le terrain; l'OLP et les organisations nationalistes ont achevé leur trajectoire en abandonnant la lutte pour s'installer dans le maintien du statu quo et de l'ordre impérialiste régional; quant à la perspective d'un «mini Etat» palestinien elle a laissé la place à la réalité d'une «autonomie» misérable et sous la coupe israélienne, gérée par les débris des organisations nationalistes, jusqu'à ce qu'à Gaza elles aient été chassées par les Islamistes du Hamas. En l'absence de la renaissance d'un mouvement prolétarien anticapitaliste au niveau international et dans la région, c'est cette organisation qui s'y est imposée contre le pouvoir corrompu de l'OLP et y a imposé son ordre réactionnaire. Pas plus que les anciennes organisations nationalistes elle ne représente une solution pour les prolétaires et les masses palestiniennes, ne serait-ce que sur le plan de la lutte contre l'oppression nationale; sa stratégie est de faire appel au soutien des pays arabes et musulmans bien que depuis des décennies ces derniers ont démontré que le sort des Palestiniens est le cadet de leurs soucis. Comme nous l'écrivions la seule perspective pour mettre fin au calvaire des prolétaires et des masses pauvres est celle de la **révolution communiste internationale** abattant tous les Etats de la région et du monde.

1. DÉNONCIATION DU RÔLE DU NATIONALISME PALESTINIEN COMME DIVERSION ET ANTIDOTE A LA LUTTE DE CLASSE.

Ce nationalisme est un cadavre politique depuis une vingtaine d'années, mais ce cadavre «marche encore» et intoxique les prolétaires. Au lieu de soulever sa relance sous une version «de gauche», qui ne pourrait avoir que l'apparence de son radicalisme défunt, nous voyons plutôt un fait positif dans l'évo-

lution vers le modérantisme de tous ses courants jusqu'aux plus «extrémistes»; et nous constatons le fait, selon nous **salutaire**, de la capitulation finale de l'OLP pour inciter les prolétaires à y lire ce que leur crie le cours même des choses: toute solution de race et de nation étant écartée, l'**unique** voie de salut est celle de la lutte de classe intransigeante jusqu'à la destruction de **tous** les Etats de la région et l'instauration de la dictature du prolétariat. Pa-

lestine ne vaincra pas; c'est la révolution prolétarienne qui vaincra !

2. DÉNONCIATION DU CARACTÈRE RÉACTIONNAIRE DU MINI-ÉTAT PALESTINIEN.

Les conséquences d'une telle «solution» ne pourront en effet qu'être **négatives** du point de vue de l'évolution de la lutte de classe, tant parce qu'il tendrait à confiner dans un ghetto la fraction la plus avancée et la plus combattive du prolétariat de toute la région pour l'empêcher de «contaminer» les autres, que parce qu'il signifierait une atténuation de la pression exercée sur Israël par les masses palestiniennes déshéritées et donc éloignerait dans le temps le moment où, là aussi, se fracturera le front de classes, permettant enfin aux ouvriers israéliens de tendre la main à leurs frères de classe palestiniens.

Le seul côté éventuellement positif d'un mini-Etat serait de «démâsquar» la bourgeoisie palestinienne comme classe ennemie, aux yeux des classes exploitées, mais cela n'a rien d'automatique. Au contraire s'il n'existe pas une force politique, le parti de classe, qui dénonce le nationalisme dès le début et lui oppose dès le début une ligne de classe (ce qui n'est évidemment pas le cas actuellement), il est inévitable que la désillusion qui suivra immanquablement la formation de cet «Etat indépendant» n'entraînera pas une impulsion à la lutte contre la bourgeoisie, mais débouchera plutôt sur l'abatement et la léthargie pour une durée qu'on ne peut prévoir.

Ce que nous pouvons dire dès maintenant, c'est que l'Etat-galère qui se dessine à l'horizon ne pourra jamais absorber la totalité des masses palestiniennes de la diaspora. Les palestiniens, les prolétaires palestiniens, ne pourront tous trouver place dans le ghetto. Ce qui signifie que les Etats de la région qui ont avalé la Palestine, ne pourront réussir à la **digérer**, même avec le réactionnaire mini-Etat.

3. DÉNONCIATION DE LA TACTIQUE ULTRA-PACIFISTE SUIVIE PAR L'OLP AVANT ET PENDANT L'INTIFADA COMME ORGANISATION DÉLIBÉRÉE DU MASSACRE DES PROLÉTAIRES PALESTINIENS.

En d'autres termes, l'OLP laisse faire aux tueurs israéliens le «sale boulot» de massacrer, d'épuiser moralement et économiquement les opprimés des territoires occupés. Si ce mini-Etat se constitue, ce sera après que le prolétariat palestinien aura été suffisamment assommé par les compères israéliens. Voilà pourquoi l'OLP ne se dirige vers «l'Etat indépendant» qu'**au ralenti**. L'impudence de cette «normalisation» des masses pauvres palestiniennes est à dénoncer sans hésita-

tions ni ménagements.

4. RÉAFFIRMATION DU FAIT QUE LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE DANS TOUTE LA RÉGION EST LA SEULE VOIE POUR RÉSOUDRE Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE, dans le sens que seule la dictature du prolétariat sera en mesure d'assurer aux palestiniens s'ils le désiraient encore, de s'organiser en un Etat indépendant. Ce qui n'exclut pas, mais implique que le Parti défende et soutienne la perspective opposée, celle de la libre union des diverses nationalités du Moyen-Orient en un Etat prolétarien le plus vaste possible.

5. RÉAFFIRMATION DE LA NÉCESSITÉ DE LA FORMATION DU PARTI POLITIQUE DE CLASSE SUR LA BASE DU PROGRAMME, DES THÈSES ET DES ENSEIGNEMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL fixés au début des années 20 dans les 3 premiers congrès de l'Internationale communiste. Cette formation ne peut arriver que par la rupture ouverte avec les fausses perspectives d'émancipation de type démocratique, pluraliste, autonomiste, pacifique; elle ne peut arriver qu'en **soudant les étincelles de conscience de classe** provoquées par la lutte des masses palestiniennes **au solide programme communiste et à la doctrine marxiste** restaurés par la Gauche communiste dans ses batailles de classe contre le stalinisme et toutes les variantes opportunistes, qu'elles soient social-démocrates, populistes ou nationales; elle ne peut arriver sans se relier au fil historique d'activité militante de la Gauche communiste dite italienne en particulier, au long de son travail pour la reconstitution du parti, **communiste et international**, organe politique de la classe révolutionnaire moderne.

Réaffirmation en même temps, que la lutte contre l'oppression nationale des prolétaires palestiniens doit emprunter une voie opposée à celle du nationalisme, même le plus radical. Il s'agit d'une bataille qui doit être orientée et livrée sur le terrain plus général de la lutte de classe, en déplaçant la lutte des prolétaires du terrain de la conquête d'une patrie au terrain de la lutte anti-bourgeoise contre toutes les discriminations entre prolétaires de différentes nationalités ou confessions sur le plan des salaires, des conditions de vie et de travail, des droits politiques et syndicaux.

6. RÉAFFIRMATION DU FAIT QUE LES FRÈRES DE CLASSE «NATURELS» DU PROLÉTARIAT PALESTINIEN, LES PROLÉTAIRES ARABES DE LA RÉGION NE TROUVERONT JAMAIS LA VOIE DE LA SOLIDARITÉ DE CLASSE et

de leur propre émancipation du joug de bourgeoisies nationales répressives et vampires (comme l'ont illustré les grèves d'Egypte, les émeutes du pain au Maroc ou en Tunisie et dernièrement la révolte prolétarienne en Algérie) **s'ils ne rompent pas définitivement les liens idéologiques politiques et organisationnels avec «leurs» bourgeois et petits-bourgeois**. Ceux-ci ont utilisé et utilisent encore contre les prolétaires et les opprimés le «panarabisme», l'idéologie religieuse ou de prétendus socialismes nationaux représentés par le champion du double jeu Kadhafi ou le très démo-

(Suite en page 6)

Non à la loi Darmanin Non au contrôle de l'immigration

(Suite de la page 1)

Elle s'inscrit en outre dans une campagne d'opinion initiée et relayée au plus haut niveau contre les dangers que feraient courir les étrangers en général (surtout jeunes) et les travailleurs «clandestins» en particulier à la sécurité des français, à leur emploi.

Ce n'est plus seulement l'extrême droite mais Darmanin lui-même qui fait l'amalgame entre immigration et délinquance; c'est lui qui utilise l'assassinat d'un professeur par un jeune fanatique étranger pour jeter la suspicion sur les demandeurs d'asile, etc.

Comme nous n'avons cessé de le répéter ces campagnes et ces lois cherchent à affaiblir les capacités de résistance de la classe ouvrière en plaçant une fraction de celle-ci (la fraction immigrée) sous la menace permanente de la répression étatique et donc avec plus de difficulté à lutter, en accentuant les divisions entre travailleurs français et étrangers, entre travailleurs réguliers et sans papiers.

Le combat contre la situation des travailleurs sans papiers, des travailleurs immigrés et des migrants en général, est donc nécessaire pour la lutte de classe prolétarienne (et non pour faciliter la «cohésion sociale» à laquelle aspirent les démocrates)!

Régularisation immédiate de tous les sans-papiers!

Non aux expulsions, non à la double peine!

Egalité des droits entre travailleurs français et immigrés!

Union des prolétaires de toutes les nationalités dans la lutte de classe contre le capitalisme!

Points de repère sur la question palestinienne

(Suite de la page 5)

cratique président assassin Chadli Ben-djédid. Le «facteur national arabe» pouvait être un des éléments unifiants pour des populations de nomades et de marchands plus que pour des populations de sédentaires et de paysans, dans une époque historique qui va de l'écroulement de l'empire ottoman à la seconde guerre mondiale. Il a désormais épuisé toute potentialité de progrès historique dans la vaste aire qui va du Proche Orient à l'Atlantique en couvrant le Nord de l'Afrique en raison d'une série d'éléments qui comprennent:

- le type de développement de la région, arriéré pour ce qui de l'entreprise industrielle et agricole, ultramoderne pour ce qui est l'extraction de matières premières, voire du capital bancaire,

- le type de répartition du territoire en Etats nationaux davantage fondée sur le passé colonial que sur la localisation de populations indigènes souvent nomades.

- le type de classes bourgeoises (plus «compradores» qu'industrielles) engendrées par le développement contrasté du mode de production et des formes de capitalisme et par la persistance de résidus féodaux, théocratiques, tribaux jamais complètement éliminés. La formation même d'un prolétariat peu concentré dans des usines ou des complexes industriels et éparpillé

sur de vastes territoires où se trouvent les richesses du sous-sol, reflète un processus de développement de la région **absolument dépendant** du marché mondial, du prix des matières premières que seuls les grands pays capitalistes peuvent utiliser, et **tendanciellement instable** à l'intérieur et dans les rapports inter-étatiques de la région.

Cependant, si faibles que soient les classes bourgeoises et prolétariennes le saut historique dans le capitalisme est désormais accompli et la réalité des Etats bourgeois arabes actuels est celle d'intérêts de classe de **bourgeoisies nationales contre d'autres bourgeoisies nationales** et non pas d'un «facteur national arabe» désormais impuissant, chaque bourgeoisie tendue vers l'exploitation de «ses» prolétaires arabes aussi bien que coréens, indiens, pakistanais, africains, etc., dans les riches régions pétrolières.

7. RÉAFFIRMATION QU'UN FRONT DE LUTTE ENTRE PROLÉTAIRES JUIFS D'ISRAËL ET LES PROLÉTAIRES PALESTINIENS EST IMPOSSIBLE TANT QUE LES PREMIERS NE ROMPRONT PAS LES LIENS QUI LES ATTACHENT À LEUR BOURGEOISIE et que pour rompre avec leur bourgeoisie les prolétaires israéliens juifs et doivent **se désolidariser** de l'oppression nationale exercée sur les palestiniens. Il n'y a pas de pire malheur pour un peuple que d'en subjuguier un autre, disait Marx à propos de l'oppression anglaise sur l'Irlande. Pour sortir de leur situation, malheureuse du point de vue de la lutte de classe, les prolétaires israéliens juifs devront

se placer sur le double terrain de la lutte contre les discriminations envers les prolétaires palestiniens et arabes dans leurs conditions de vie et de travail (donc contre le confessionalisme de l'Etat Israéliens), et de la défense du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, c'est-à-dire du droit de tous les palestiniens à constituer leur Etat en Palestine.

8. LA NÉCESSAIRE SOLIDARITÉ DES PROLÉTAIRES ET DES COMMUNISTES D'OCCIDENT AVEC LES PROLÉTAIRES PALESTINIENS ne signifie pas crier plus fort que les autres le slogan «vive la lutte pour l'indépendance nationale palestinienne», mais **signifie travailler pour la reprise ici de la lutte de classe et pour la formation d'un parti communiste international compact et puissant.**

C'est en effet la seule voie pour pouvoir tendre une main fraternelle aux prolétaires palestiniens, étant donné que l'aide que nous pouvons leur offrir consiste à leur fournir un point de référence visible de bataille anti-bourgeoise à laquelle s'accrocher, ou n'est que pure démagogie.

Il faut donc comprendre que le prolétariat palestinien - et avec lui les prolétaires de toute la région touchée par la lutte palestinienne - sera inévitablement prisonnier des objectifs et des moyens du nationalisme bourgeois, tant qu'un mouvement social prolétarien dans les pays impérialistes - dans «nos» pays occidentaux - ne se manifeste pas pour défier finalement la bourgeoisie nationale de tous les pays sur le terrain de la lutte de classe.

Russie-Ukraine: Crise de guerre, carnage sans fin

En mars 2022, quelques semaines après l'invasion russe et le déclenchement de la guerre en Ukraine, nous écrivions que ni Washington, ni Londres, ni Paris, ni Berlin, ni Rome, ni aucun autre pays de l'Union Européenne n'avait l'intention de «mourir pour l'Ukraine», tandis que la Chine se contentait de regarder (1). Comme le prédisait déjà l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, la guerre entre la Russie et l'Ukraine était tout sauf une lointaine probabilité; et certainement que les chancelleries de Washington et de Londres, principaux partisans de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, en avaient préparé le terrain depuis longtemps, et qu'elles ont ensuite mis en place les mesures pour affronter une telle situation et pour transformer l'Ukraine en un avant-poste stratégique de l'OTAN, utile pour barrer le pas-

sage à Moscou vers la Méditerranée. La tendance de Kiev à courir dans les bras de l'OTAN et de l'Union européenne, dans une tentative de se libérer de sa dépendance historique de la Russie, aurait pu servir à accrocher Kiev de manière stable aux intérêts impérialistes occidentaux. Mais seule, l'Ukraine n'aurait jamais pu sortir de l'emprise russe; une partie de sa population et de son territoire «national» était encore trop *russe* - langue, culture, traditions - pour que l'Ukraine puisse se prouver à elle-même et au monde qu'elle était une nation compacte et unie, capable de se soulever comme «un seul homme contre l'envahisseur».

REGARD SUR LE PASSE

Sur le terrain, il n'y avait pas seulement la présence encombrante et oppres-

sante du monstre impérialiste russe; il y avait aussi l'histoire d'un développement historique pluriséculaires d'une population qui a donné naissance à la Russie elle-même, bien que différenciée, mais avec des imbrications denses de nature ethnique, religieuse, linguistique, culturelle, politique et sociale. Des imbrications qui, à leur tour, se sont mêlées au fil des siècles, à travers les guerres, invasions, divisions et annexions, avec les Suédois, Polonais, Finno-ougriens, Turcs, Cosaques, Mongols et Slaves.

Dans ces vastes régions où le développement humain s'est fait au gré des guerres et des conquêtes par des vainqueurs temporaires, retrouver la souche originelle à partir de laquelle s'est développé le peuple «ukrainien» est un rébus inextricable, comme d'ailleurs dans de nombreuses régions

du monde. Il faut remonter à l'Empire russe, vers la fin du XVIII^e siècle, pour identifier un territoire appelé Ukraine, partagé entre la Pologne, la Russie et l'Autriche, puis à la première guerre mondiale et à la révolution bolchevique, lorsque ce territoire est divisé en trois républiques: la partie «occidentale» (Lviv) de l'ex-Empire des Habsbourg, comme République Nationale Ukrainienne de l'Ouest; la partie centrale (Kiev), sous l'influence directe de l'empire germanique, puis devenue centre de l'Armée Blanche, comme République populaire d'Ukraine; et la partie orientale et méridionale (Kharkov), devenue la République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Une fois la guerre terminée, la Galicie et la Volynie passeront à la Pologne, le reste à l'URSS, et les régions de l'Empire des Habsbourg seront divisées entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, régions qui, après la seconde guerre impérialiste mondiale, finiront dans les griffes de l'URSS de Staline. Il faut dire que pour le peuple ukrainien, harcelé et opprimé par le tsarisme, de même pour les Polonais, les Austro-Hongrois et les Allemands, seule la dictature prolétarienne dirigée par Lénine a garanti et mis en œuvre l'*autodétermination*, mais dans le cadre de la lutte sans répit contre l'oppression nationale et, en même temps, contre les pouvoirs autocratiques et bourgeois, sur la ligne de la lutte révolutionnaire communiste internationale. Autodétermination des peuples et lutte révolutionnaire communiste internationale qui seront ensuite complètement enterrées par Staline.

Déjà sous l'Empire tsariste, l'Ukraine était devenue le *grenier à blé* de l'Europe et Odessa le port céréalier et la ville ukrainienne la plus importante. Sous Staline, la volonté de faire de l'URSS une puissance industrielle - qui a coïncidé avec la collectivisation forcée des terres entraînant des millions de morts de faim en Ukraine (le *Holodomor*) - a transformé l'Ukraine, grâce aux ressources minérales du Donbass, en un pays capitaliste moderne. Mais le développement capitaliste, en Russie comme en Ukraine, nécessitait non seulement un prolétariat soumis à la dure loi du salariat et de l'exploitation d'autant plus féroce que les bases de départ sont économiquement arriérées, mais aussi un pouvoir à la hauteur de la tâche historique.

Notamment par le biais de la NEP, la dictature prolétarienne dirigée par Lénine en a jeté les bases, en attente d'une révolution prolétarienne et communiste en Europe qui, malheureusement, n'a pas eu lieu, mais qui, grâce aux économies européennes avancées, aurait pu soutenir le développement économique de la Russie sous le signe de la seule

lutte qui puisse s'appeler la lutte *pour le socialisme*, c'est-à-dire la lutte anticapitaliste. Par son pouvoir Staline était contre-révolutionnaire non pas au sens anti-bourgeois comme l'étaient les Empires européens d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Russie, mais au sens prolétarien et communiste. Il était donc un grand représentant de la révolution bourgeoise - historiquement nécessaire et à l'ordre du jour en Russie comme dans de nombreuses autres parties du monde - et, par conséquent, d'un pouvoir bourgeois qui avait devant lui, étant donné que le tsarisme avait déjà été renversé par la révolution prolétarienne de 1917, la tâche de faire plier les prolétaires et les paysans aux exigences du capitalisme national et de sa course pour réduire l'écart, également en termes de pouvoir impérialiste, avec les autres grandes puissances mondiales, en Europe, aux Amériques et en Asie.

La bourgeoisie russe avait été vaincue, soumise au pouvoir dictatorial du prolétariat et dépouillée de tout pouvoir, tant politique qu'économique; terrifiée par la révolution, elle se réfugia en grande partie dans les pays d'Europe occidentale, surtout en France. Mais ce n'est pas l'individu bourgeois qui invente le mode de production capitaliste; c'est le mode de production capitaliste tel qu'il se développe qui produit des marchandises et du capital et qui engendre ceux qui s'approprient à titre privé les marchandises et le capital, c'est-à-dire précisément les capitalistes. Ainsi en Russie, à l'époque de Staline, bien que les grands capitalistes ne puissent pas être identifiés comme en Amérique, en Angleterre, en France et en Allemagne parce que les grandes industries étaient étatisées, c'était le même mode de production capitaliste, nécessaire au développement économique de la Russie arriérée, mais qui n'était plus contrôlé avec rigidité par le pouvoir dictatorial prolétarien et communiste, qui a régénéré la bourgeoisie en tant que classe sociale. Une classe sociale composée: 1) des représentants du pouvoir politique désormais voués au développement du capitalisme sous les oripeaux du «socialisme» et à la lutte contre le prolétariat révolutionnaire et contre tous les obstacles qui empêchaient l'industrialisation du pays et son cours violent; 2) des petits propriétaires et producteurs agraires et urbains, des commerçants et des usagers. Une classe qui a fait son grand retour dans les années 1930 et se présentait, tant dans la Fédération de Russie que dans toutes les républiques fédérées, et donc aussi en Ukraine, avec toute son agressivité et sa cruauté, dans le but de soumettre les masses prolétariennes et la vaste paysannerie aux exigences urgentes du développement accéléré du capitalisme en URSS.

Mais, comme toute classe bourgeoise en Europe et dans le monde, la bourgeoisie russe ne dément pas l'affirmation du *Manifeste* de Marx-Engels: *elle est toujours en lutte, d'abord contre l'aristocratie, plus tard contre les parties de cette même bourgeoisie dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers*. Plus l'industrie se développe, plus le commerce et la bourgeoisie d'un pays se développent, et plus cette bourgeoisie se heurte aux bourgeoisies des autres pays dans une lutte de concurrence qui, le temps passant, devient de plus en plus impitoyable, internationale et impérialiste.

Avec la deuxième guerre impérialiste mondiale, la Russie - qui se présente encore au monde comme URSS, mais avec la caractéristique chère au tsarisme, d'opprimer les peuples que les développements historiques lui ont permis de soumettre, avec un pouvoir aussi ouvertement dictatorial que l'ont été le fascisme et, plus encore, le nazisme - revient sur la scène internationale en tant qu'impérialisme protagoniste de cette guerre mondiale, prêt à partager le monde avec les autres «vainqueurs». Un impérialisme qui, pendant cinquante ans, depuis le début de la guerre en 1939, a partagé le destin de l'Europe et du monde avec l'impérialisme américain le plus puissant. En Europe, après la défaite des impérialismes concurrents allemand et japonais, et le partage des zones d'influence et de domination militaire convenu avec Washington, Londres et Paris, la lutte entre les bourgeoisies impérialistes s'est poursuivie sur tous les autres continents.

Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que la dynamique économique du capitalisme et la concurrence mondiale fassent sauter les équilibres en Europe, frappant d'abord le capitalisme le plus «faible», déjà fortement ébranlé par la crise de 1975 puis celle de 1987, à savoir celui de la Russie, qui, malgré son développement accéléré - elle a atteint en soixante ans un niveau industriel et impérialiste important - a dû céder une très grande partie de ses zones d'influence en Europe à ses concurrents européens et américains (2) et, sur le continent asiatique, a dû accepter le passage à l'indépendance des anciennes républiques soviétiques qui faisaient partie de l'ancienne URSS. Tout cela se déroule dans une phase historique où, à l'Est, une autre «superpuissance», la Chine (3), se développe et s'impose avec toujours plus de force sur le marché mondial, tandis qu'à l'horizon, un autre grand pays progresse, l'Inde, quoique plus lentement que la Chine.

(Suite en page 8)

Russie-Ukraine: Crise de guerre, carnage sans fin

(Suite de la page 7)

LA RUSSIE ASSIÉGÉE PAR DES IMPÉRIALISMES CONCURRENTS

Mais c'est la Russie européenne qui a toujours été la partie dominante sur son vaste territoire eurasiatique. Et historiquement, c'est en Europe que se joue le destin de la Russie. Après l'effondrement de l'URSS et la perte des pays satellites d'Europe de l'Est, il ne suffisait pas à Moscou d'entretenir de bonnes relations avec les anciennes républiques soviétiques d'Asie. Le sort du marché mondial, et donc de chaque pays impérialiste, ne dépendait certainement plus uniquement des pays capitalistes d'Europe, comme c'était le cas au 19^e siècle et dans la première moitié du 20^e siècle. Les États-Unis et le Japon d'abord, la Chine ensuite, sont devenus les protagonistes à la fois de la puissante expansion capitaliste et des crises auxquelles le capitalisme mondial est inévitablement confronté dans des cycles de plus en plus rapprochés. Des crises commerciales et industrielles auxquelles, dans la phase impérialiste du développement du capitalisme, se sont ajoutées des crises financières. Des crises auxquelles plus personne n'a pu échapper, pas même la Russie qui, dans les premières décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, a pu se protéger de leurs chocs les plus violents grâce au prétendu «rideau de fer», à l'intérieur duquel elle a pu sucer le sang prolétarien et la plus-value, non seulement de son propre prolétariat national, mais aussi de celui des pays satellites, sur lesquels elle s'est en outre déchargée des effets des crises internationales qui ont de toute façon affecté l'économie russe, en particulier dans l'exportation de matières premières (telles que le pétrole).

Dans la phase impérialiste du capitalisme, le capitalisme russe *doit* suivre la règle de toutes les autres puissances impérialistes, celle de l'oppression et de la domination des pays plus faibles, malgré la réduction considérable de sa zone d'influence après l'effondrement de l'URSS. Il reste un puissant producteur de pétrole, de gaz naturel, de céréales et d'armes, et demeure la seule puissance nucléaire et militaire qui rivalise, à ce niveau, avec les États-Unis d'Amérique. Un impérialisme qui ne peut permettre à ses concurrents - en l'occurrence principalement les États-Unis et les pays de l'OTAN - de l'emprisonner dans les frontières de l'État redessinées en 1992. Si, dans une certaine mesure, il peut encore compter sur un intérêt anti-américain partagé avec la Chine - dont

la préoccupation la plus pressante s'est concentrée sur le Pacifique -, il n'est cependant pas disposé à se laisser menacer à sa porte. Seule une force militaire beaucoup plus puissante et beaucoup plus agressive que la sienne, combinant les attaques de l'Ouest et de l'Est, pourrait faire plier la Russie devant les intérêts de Washington et occidentaux. C'est déjà arrivé dans le passé, à l'Allemagne, puissance impérialiste de premier ordre capable, en quelques années de guerre, de soumettre l'Europe continentale, mais qui, attaquée militairement à l'Ouest et à l'Est, a dû céder aux impérialistes concurrents finalement vainqueurs.

L'UKRAINE DISPUTÉE ENTRE L'OTAN ET LA RUSSIE

L'«opération militaire spéciale», comme Poutine a appelé l'invasion de l'Ukraine, n'était pas seulement une réponse directe à la tentative des États-Unis et de l'OTAN d'inclure l'Ukraine dans leurs rangs, après avoir fait main basse sur les pays d'Europe de l'Est, autrefois satellites de Moscou et, depuis des années, satellites de Washington. Il s'agissait également, au moins temporairement, d'un mouvement pour contrer la volonté anglo-américain de priver constamment la Russie de ses ramifications politiques et de ses débouchés économiques et financiers en Europe, dans le but simultané de plier encore davantage l'Europe (c'est-à-dire l'Allemagne, surtout, mais aussi la France) aux intérêts atlantistes américains (pour lesquels Londres joue le rôle de *facilitateur* stratégique). Ces trente dernières années, l'Ukraine est devenue en quelque sorte la Pologne du XXI^e siècle, le pays dans lequel se concentrent les contrastes les plus graves émergeant de la lutte inter-impérialiste en Europe.

Comme pour la Pologne au XX^e siècle, le sort que les impérialismes les plus forts ont réservé à l'Ukraine est celui d'un pot de terre parmi les pots de fer; un pays que l'histoire a placé dans une position telle que chacun de ses concurrents-adversaires, surtout s'il s'agit d'un voisin, s'il ne peut pas tout avoir pour lui, en veut au moins un morceau. Déjà en 1922, avec la «paix de Riga», la Pologne avait pris possession de la Galicie et de la Volhynie ukrainiennes, tandis que le reste sera attribué à «l'Ukraine» et fera partie de l'URSS. Mais la population ukrainienne était également présente dans les territoires dominés par l'Empire des Habsbourg, qui a perdu la guerre, et a vu ces territoires répartis entre la Pologne (Lviv et autres provin-

ces voisines), la Tchécoslovaquie (Transcarpatie) et la Roumanie (province de Tchernivtsi), pour finalement à la fin de la Seconde Guerre mondiale, tous revenir à l'Ukraine, et donc à l'URSS.

En 1954, à l'occasion de l'anniversaire du «traité de Pereïaslav» (conclu entre les Cosaques et le tsar Alexis Ier à la fin de la guerre russo-polonaise, 1664-1667), Khrouchtchev fit un geste de paix en transférant la Crimée (peuplée majoritairement de Cosaques) à l'Ukraine, qui faisait néanmoins partie de l'URSS. Pour les Ukrainiens pro-russes, ce traité signifiait l'union des peuples slaves, des Russes, des Ukrainiens et des Biélorusses, mais pour les nationalistes, il signifiait le début de la domination russe sur l'Ukraine dont il fallait se débarrasser.

La propagande de Poutine et de Zelensky est basée sur ces deux aspects du problème: d'une part, une union des peuples qui, sous le capitalisme, signifie simplement les soumettre aux lois du profit capitaliste sous le fouet de Moscou; d'autre part, une indépendance vis-à-vis de la domination de Moscou pour unifier la population dans les frontières convenues autrefois entre les deux bourgeoisies et revendiquées aujourd'hui comme intouchables et seulement disponible à la bourgeoisie nationale dirigeante à Kiev. Comme toujours, la question de la «souveraineté nationale» n'est que le résultat d'un rapport de force.

Aussi longtemps qu'elle l'a pu, cette bourgeoisie ukrainienne, dont Zelensky se tient à la tête, a tenté de contrôler les zones russophones - la Crimée et les provinces de Lougansk et de Donetsk - par tous les moyens, y compris la répression la plus violente; mais face à l'invasion des troupes de Moscou - d'ailleurs menaçante depuis longtemps et prévue par les Anglo-Américains eux-mêmes - le nationalisme ukrainien ne pouvait que demander l'aide des impérialistes concurrents de Moscou, les États-Unis et l'Union européenne à laquelle il tentait depuis longtemps de s'affilier. Washington, Londres, Bruxelles n'attendaient que cela: **la guerre russe sur le territoire ukrainien !** Une occasion construite au fil du temps pour porter un coup dur à la Russie. C'est ainsi que l'armée ukrainienne est devenue la seule ligne de front pour défendre les intérêts de l'OTAN, et donc principalement les intérêts américains, contre les intérêts russes. Dès le premier mois de la guerre, face aux bombardements russes massifs sur Kiev, Soumy, Kharkov, Kherson, etc., l'Ukraine a fait preuve d'une grande faiblesse militaire, à tel point de pousser le gouvernement Zelensky à envisager la possibilité d'une négociation avec Moscou qui éviterait une longue guerre avec son lot de milliers de morts et d'immenses destructions. Mais ce sont les Anglo-Améri-

cains qui ont retenu Zelensky en lui promettant un énorme soutien, tant militaire qu'économique et financier, ainsi que l'adhésion à l'OTAN et, par l'intermédiaire des Européens, à l'Union européenne; ils ont poussé le gouvernement ukrainien à mettre sa propre population et son armée à la disposition de l'impérialisme euro-américain. A un moment donné, même les médias occidentaux ont commencé à parler d'une «guerre par procuration» de l'Ukraine contre la Russie, au nom des États-Unis et de l'Union européenne. Dans cette guerre de plus de 500 jours maintenant, où le nationalisme grand russe s'est heurté au nationalisme ukrainien, les morts et les blessés se sont élevés à plus de 500 000. Dans quel but ?

La plaisanterie euro-américaine selon laquelle la Russie voulait englober l'Ukraine pour pouvoir ensuite s'emparer de morceaux de l'Europe ne tenait pas debout à l'époque et tient encore moins aujourd'hui. L'enjeu pour la Russie était, et est toujours, l'annexion de la Crimée et des provinces de Lougansk et Donetsk dans le Donbass, afin de s'assurer un contrôle plus large de la mer Noire; des territoires certainement d'une grande valeur économique que l'Ukraine ne veut pas perdre, trompée par les États-Unis et l'Union européenne qui pensent qu'elle pourra les regagner grâce à une **contre-offensive** importante et rapide soutenue par l'armement de l'OTAN. Mais comme tous les nationalismes, surtout quand il y a des centaines de milliers de morts et de blessés sur la balance, le nationalisme ukrainien à la Zelensky exige que les promesses de ses bailleurs de fonds soient tenues. Les vicissitudes des chars Leopard allemands (dont quelques dizaines seulement ont été livrés, et très tardivement), des missiles à longue portée pour pouvoir frapper des cibles en territoire russe (jamais accordés), et des F-16, qui peuvent transporter des armes nucléaires (promis non par les Américains, mais par les Néerlandais et les Danois, et en tout cas pas livrés avant un an), montrent comment, dans cette guerre, les intérêts de tous les pays du front euro-américain jouent en réalité *contre* les intérêts de l'Ukraine bourgeoise. Bien que dépendants des décisions de l'OTAN, et donc des Américains, les pays européens eux-mêmes se mobilisent, à la fois pour tester leur propre préparation et celle de l'ennemi potentiel (en l'occurrence la Russie) à une guerre mondiale, et pour se préparer aux affaires (on parle d'un «gâteau» de 400 milliards de dollars) en vue de la reconstruction d'un pays à moitié détruit.

Les chancelleries de Washington, Londres, Paris, Berlin, Varsovie et Rome ont parlé d'une guerre *longue*, déterminée aussi bien par le désir de Moscou d'obtenir un résultat «positif» de son

intervention militaire, que par la résistance obstinée de l'Ukraine à ne pas baisser les bras (non sans avoir militarisé tout le pays selon les lois de la guerre les plus dures), et que par la pression des impérialistes euro-américains sur l'économie russe à travers des vagues continues de sanctions et d'activités diplomatiques visant à isoler Moscou du reste du monde.

Comme l'ont souligné les médias occidentaux eux-mêmes, les sanctions contre Moscou nuisent finalement davantage aux économies européennes qu'à l'économie russe (selon le Financial Times du 6 août, elles ont coûté aux pays européens plus de 100 milliards d'euros). L'économie russe, qui aurait dû s'effondrer en quelques mois, connaît au contraire une croissance de 1,5 % cette année (données du FMI), supérieure à celle de l'Allemagne et, bien sûr, de l'Italie, tandis que les États-Unis accumulent une dette publique colossale qui fait prédire aux agences de notation une récession pour l'année prochaine (4).

Sur le plan militaire, les arsenaux des pays de l'UE se sont pratiquement vidés, compte tenu des livraisons continues d'armes à l'Ukraine en un peu plus d'un an, à tel point qu'ils ont dû allouer des milliards à leurs budgets nationaux pour reconstituer leurs équipements militaires.

La guerre en Ukraine, d'abord considérée par les chancelleries euro-américaines comme une opportunité de frapper sérieusement la Russie, en affaiblissant ses visées impérialistes sur l'Europe, se révèle être un *cul-de-sac* pour lequel la solution la plus évidente, même si elle n'est pas à portée de main, serait une division du territoire ukrainien - à la «coréenne» (5) - à laquelle non seulement l'administration Biden, mais aussi le directoire de Xi Jinping semblent être favorables, afin de mettre fin à une guerre qui s'avère être la cause d'une nouvelle crise économique imprévue.

Il est désormais bien établi que la contre-offensive ukrainienne, censée reconquérir la Crimée et le Donbass, a lamentablement échoué. Aujourd'hui, Zelensky lui-même, soucieux de ne pas finir sa carrière en passant de «héros» loué par toutes les chancelleries à «stratège de la défaite», accusé par les Américains de ne pas avoir envoyé ses propres soldats se faire massacrer dans les champs de mines russes pour la gloire de la «souveraineté nationale» et de la «démocratie» (américaine, bien sûr!), n'a plus le courage d'envoyer à la boucherie des soldats qui ne croient plus aux illusions reconquêtes, comme il l'a fait jusqu'à présent sans y réfléchir à deux fois... La découverte de milliers d'appelés payant des recruteurs pour ne pas être envoyés au front a été un signe qu'on ne pouvait pas cacher.

D'autre part, cela s'était déjà produit au cours des mois précédents, y compris du côté russe, ce qui prouve que personne ne va volontairement à la guerre, sauf ceux qui sont imbibés de nationalisme jusqu'à la moelle ou qui le font par métier, donc pour l'argent, comme mercenaires.

Les mercenaires, en revanche, organisés en groupes bien entraînés pour éliminer l'«ennemi» par tous les moyens, constitués depuis des années ces forces *spéciales* que toutes les armées du monde utilisent dans des situations où des actions à haut risque sont nécessaires.

Les Russes ont utilisé le groupe Wagner organisé par Prigojine dans de nombreuses situations avant l'Ukraine: au Mali, au Burkina Faso, en République Centrafricaine, au Soudan. Et ils ont utilisé les groupes tchétchènes de Kadyrov non seulement en Tchétchénie, mais aussi en Ukraine. Pour leur part, les Ukrainiens ont utilisé le bataillon Azov, rendu célèbre à la fois pour son caractère nazi et pour avoir résisté pendant des mois dans les aciéries Azovstal à Marioupol avant de se rendre aux Russes, et récemment incorporé dans l'armée ukrainienne à l'instar des forces spéciales telles que les Navy SEALs américains utilisés dans les guerres dites «non conventionnelles». Mais les «contractors», utilisés par les Américains notamment en Irak, en Afghanistan et en Syrie, étaient célèbres depuis des années.

Et tandis que les Russes utilisent le groupe Wagner et les Tchétchènes de Kadyrov, et les Ukrainiens le bataillon Azov, les Anglo-américains et les pays de l'OTAN, bien qu'ils ne soient pas présents en Ukraine avec leurs propres mercenaires et troupes, sont présents avec un autre type de mercenaires: l'ensemble de l'armée ukrainienne, avec Zelensky à son commandement. Et, comme toujours, lorsqu'ils fonctionnent selon les souhaits de ceux qui les paient, les mercenaires sont tenus dans le creux de la main, mais lorsque leurs opérations ne répondent pas aux délais et aux objectifs dictés par ceux qui les paient, leur destin est d'être écartés, voire de payer de leur vie leurs «erreurs» (comme cela semble s'être produit récemment pour Prigojine, dans le ciel entre Moscou et Saint-Pétersbourg).

De toute façon, la guerre en Ukraine n'est pas prête de se terminer, même si - d'après ce que révèlent les médias internationaux - il semble que les États-Unis et la Chine s'accordent pour faire pression, chacun sur le belligérant qu'ils soutiennent, afin que les opérations militaires tendent à s'atténuer, laissant place à des négociations de «cessez-le-feu», voire de «paix».

(Suite en page 10)

Russie-Ukraine: Crise de guerre, carnage sans fin

(Suite de la page 9)

Mais y aura-t-il un jour la paix en Ukraine après cette guerre ?

Les contrastes entre les deux blocs impérialistes à l'origine de la guerre ne disparaîtront pas; ils continueront à couvrir sous la cendre pour réexploser à d'autres occasions, continuant à générer des affrontements politiques, économiques et militaires qui conduiront tôt ou tard, ensemble avec d'autres zones de crise dans le monde, à la troisième guerre impérialiste mondiale.

Cette guerre mondiale peut-elle être évitée par les diplomaties des grands pôles impérialistes mondiaux ? La première n'a pas été évitée, la deuxième n'a pas été évitée, la troisième guerre mondiale ne sera pas évitée non plus, parce que leur déflagration n'a jamais dépendu et ne dépend pas de la bonne ou de la mauvaise volonté des gouvernants, mais des contradictions toujours plus grandes que le mode de production capitaliste engendre en quantités toujours croissantes. Les facteurs matériels, combinés aux facteurs politiques et à la politique impérialiste, sont générateurs de contrastes et d'antagonismes sociaux sur les plans économique, politique et militaire, et constituent la base des affrontements entre factions bourgeoises, entre États et entre classes. Dans tous les pays, la classe dirigeante bourgeoise a plus que démontré dans son histoire nauséabonde qu'elle n'est plus qu'une classe vampire: elle se nourrit de toutes les énergies sociales, productives et intellectuelles, pour survivre à elle-même, pour continuer à se nourrir du sang et de la sueur des prolétaires du monde entier et des populations les plus faibles qui ont eu le malheur de s'installer dans des régions où l'arrivée de la civilisation capitaliste a été destructrice et désastreuse.

Mais le capitalisme n'a pas seulement répandu l'oppression, la destruction, les pandémies, les guerres, il a en même temps engendré la classe des travailleurs salariés, des prolétaires, des esclaves salariés modernes, classe qui tient objectivement et historiquement l'avenir de l'humanité entre ses mains. Mais à condition qu'elle se reconnaisse comme une classe révolutionnaire, anticapitaliste et antibourgeoise, capable d'utiliser les méthodes de production les plus modernes et les moins nocives pour l'homme et l'environnement naturel afin de répondre aux besoins de vie et de développement de l'humanité et non du marché, du capital et donc de la classe encore dominante aujourd'hui.

L'avenir révolutionnaire du prolé-

tariat n'est pas un cadeau qui tombe du ciel, il ne se forme pas à la naissance de chaque individu que les conditions sociales jettent dans la classe des exploités et des opprimés, et il n'est pas déterminé par la propagande des visionnaires ou des utopistes. L'avenir révolutionnaire du prolétariat - et donc de tout le genre humain - dépend de la lutte des classes, de la lutte qui conduit et conduira une fois de plus le prolétariat international à suivre les traces de la révolution d'Octobre 1917, en unissant les prolétaires les plus conscients du monde entier sous la direction d'un parti de classe, communiste et révolutionnaire.

La guerre russo-ukrainienne, comme toutes les guerres bourgeoises précédentes, montre pour la énième fois que les bourgeoisies, plus ou moins fortes qu'elles soient, n'ont qu'un seul grand objectif: défendre leur domination sociale, car c'est à cette seule condition qu'elles peuvent continuer à exploiter l'immense majorité de la population mondiale.

La révolution prolétarienne ne se contente pas d'enlever le pouvoir politique à la bourgeoisie, elle ne se contente pas de transformer l'économie capitaliste en économie communiste - en transformant l'économie de marché en économie humaine - mais elle va au-delà, car son véritable objectif historique est l'élimination de la société divisée en clas-

ses. Ce n'est qu'en éliminant les classes de la société que nous parviendrons finalement à une société dans laquelle disparaîtront les antagonismes sociaux, toutes les formes d'oppression, toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme; nous parviendrons à la société communiste, à la société de l'espèce humaine.

Comme les communistes révolutionnaires de tous les temps, nous travaillons dans ce sens, même si nous ne sommes aujourd'hui qu'une poignée de militants.

(1) Voir «il comunista» n° 172, mars 2022, *Alcuni punti sulla situazione storica che ha prodotto anche la guerra russo-ucraina*.

(2) A ce sujet, voir notamment «il comunista» n° 30-31, déc. 1991/mars 1992, *Con lo sfascio dell'URSS è incominciata una nuova spartizione del mercato mondiale*.

(3) Voir notamment «le prolétaire» n° 295, septembre 1979, *La Chine, future puissance capitaliste* (rapport de la Réunion Générale du Parti de juin 1979), paru aussi dans «il programma comunista» n° 14, juillet 1979, *La Cina sulla strada di superpotenza capitalista*.

(4) Voir «il fatto quotidiano», 23 et 24 août 2023,

(5) Voir à ce sujet «le prolétaire», n° 547, janvier-février 2023 et n° 548, mars-avril-mai 2023, *L'Ukraine, Corée du XXIe siècle ?*, paru aussi dans «il comunista» n° 176, janv.-fév. 2023, *Ucraina, Corea del XXI secolo*

Guerre en Ukraine

La «Tendance Claire» dans le sombre borbier de la défense nationale et de la realpolitik

La «Tendance Claire» (TC) est issue du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), lui-même né d'une scission du POI lambertiste. Lors de sa naissance le groupe CRI déclara qu'il y avait suffisamment de partis centristes (les groupes trotskystes existants), il fallait passer à la constitution d'un véritable parti révolutionnaire. Mais pour accomplir cette tâche, la rupture organisationnelle avec le trotskysme lambertiste ne suffisait pas; il aurait fallu rompre politiquement, programmatiquement et théoriquement avec le mouvement trotskyste dans son ensemble et revenir au marxisme authentique - ce dont le CRI était incapable.

Il rejoignit donc bien vite l'une des organisations qu'il dénonçait comme

centriste, le NPA; il assurait évidemment que c'était pour y constituer une tendance communiste ayant comme objectif de faire du NPA un véritable parti révolutionnaire. Dans la dernière période, tout en restant membre du NPA, la TC a soutenu Mélenchon aux élections présidentielles (comme le POI!), en dénonçant le «sectarisme» de LO et du NPA qui refusaient de faire de même. Avant même cette dernière contorsion, nous avons eu l'occasion de démontrer que ses prétentions à défendre les positions marxistes et révolutionnaires n'étaient que du vent (1). Il apparaît qu'avec la guerre en Ukraine la TC a fait un pas supplémentaire dans le reniement ouvert de ces positions.

Dans le cas d'une guerre entre États bourgeois, d'une guerre impérialiste

(les choses sont différentes dans une guerre de type colonial), les positions internationalistes communistes ont été définies de façon indélébile par Lénine et les bolcheviks: opposition à l'union sacrée et à la défense nationale, dénonciation du pacifisme bourgeois, défaitisme révolutionnaire, fraternisation des prolétaires des deux côtés du front et transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, etc. L'adhésion à la politique de la «défense nationale», de «défense de la patrie», par les socialistes opportunistes est stigmatisée comme une trahison de l'internationalisme et des principes socialistes. Au début de la guerre, lorsque règne l'ivresse patriotique, de telles positions sont ultra-minoritaires, complètement à contre-courant. Mais, disait Lénine, évoquant l'exemple du révolutionnaire socialiste Karl Liebknecht arrêté pour avoir distribué seul des tracts contre la guerre: mieux vaut être seul avec Liebknecht que très nombreux avec les opportunistes, car demain c'est par millions que les masses seront sur ses positions. La TC, elle n'aurait pas été seule avec Liebknecht: Lénine, elle l'a «oublié» pour se rallier comme les opportunistes féroceusement combattus par lui, à la défense nationale.

Dès le début de l'invasion russe le ton était donné: «Soutien à la résistance du peuple ukrainien!» (2):

«*Nous soutenons inconditionnellement la résistance armée du peuple ukrainien*»: comme la plupart des groupes dits d'extrême gauche, la TC faisait ainsi passer effrontément l'armée ukrainienne bourgeoise, entraînée et équipée par l'impérialisme américain, pour «le peuple» en armes! Tout le texte était farci de notions bourgeoises sur «le peuple ukrainien souverain» et le territoire lui «appartenant» (à la différence des prolétaires, ce peuple a une propriété à défendre!). En outre la TC appelait à l'ouverture de négociations de paix pour «mettre fin au calvaire que subit le peuple ukrainien». Comme le Pape et l'ONU?

C'est ça, à ceci près qu'elle trouvait «justes» les sanctions prises par les impérialismes occidentaux «à condition toutefois que ces sanctions ne visent pas le peuple russe lui-même» (sans doute ce qu'on appelle, en langage trotskyste, un «soutien critique», c'est-à-dire avec des restrictions mentales). La TC a développé ses positions dans d'autres articles; le dernier en date a comme titre «Guerre en Ukraine: imposer [sic!] une solution diplomatique» (3). On peut y lire:

«(...) le premier intérêt du peuple [re-sic!] ukrainien, c'est la fin de la guerre. De ce point de vue, deux stratégies se font face»: la continuation de la guerre jusqu'à la victoire ou «la négociation d'un accord de paix accep-

table pour les deux parties. (...) L'alternative ici ne repose pas sur une question de principes abstraits, mais de *realpolitik* [souligné dans le texte]. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre l'Ukraine, pour ou contre Poutine, mais de décider par quelle voie sortir à moindre frais de la situation meurtrière qui existe aujourd'hui».

La notion de *realpolitik* a été créée par le chancelier allemand Bismarck au XIX^{ème} siècle pour définir sa politique extérieure centrée sur les seuls intérêts immédiats de l'Allemagne. Il est pour le moins étonnant de la voir reprise par une organisation qui se dit communiste et révolutionnaire!

Pour la TC dans la guerre en Ukraine, l'objectif de tous est la paix et il n'y a donc qu'une alternative: «*La voie belliciste soutenue à bout de bras par l'impérialisme occidental*», mais qui «*risque donc bien de mener à une impasse. (...) A continuer la guerre, on n'œuvre pas pour la paix, mais pour la guerre elle-même* [Lapalisse n'aurait pas dit mieux!]»; ou les négociations diplomatiques de paix sans attendre. Et elle renvoie à un véritable plan de paix détaillé qu'elle a élaboré (4), discutant «*concrètement*» de ce qui est selon elle «*acceptable*» ou non: par exemple la démilitarisation de l'Ukraine n'est pas acceptable parce que «*l'Ukraine doit conserver (...) les moyens de se défendre*» tandis qu'est acceptable sa «*neutralité (...) sous la forme de son inscription dans la Constitution*»; l'organisation dans les territoires contestés de référendums d'autodétermination «*dans des conditions démocratiques garanties*», «*après un vrai débat libre*» d'une durée par exemple de 3 mois, etc., etc.

Les lecteurs intéressés par ces élucubrations peuvent se reporter au texte en question; pour nous ce qu'il faut souligner c'est que ces propositions de solution diplomatique (on se demande à qui elles s'adressent), comme toute l'analyse de la TC se situent intégralement dans le borbier de l'idéologie bourgeoise: souveraineté nationale, défense nationale, démocratie, pacifisme – en tant que légitimation du ralliement à la défense de la patrie... On chercherait en vain la moindre mention de classes sociales, la moindre référence à la lutte des classes. A un moment la TC semble bien nourrir un doute sur la notion de peuple omniprésente dans sa prose: «*le peuple se présente rarement comme un sujet unifié dans les processus sociaux qu'on observe*» (5) dit-elle mélancholiquement; ce n'est pas pour rappeler que selon le marxisme le «peuple» est un ensemble de classes sociales aux intérêts divergents, mais pour avertir que «*certains secteurs, notamment dans la droite nationaliste, mais peut-être aussi à gauche, s'opposent*

à une paix négociée, et chercheront à continuer la guerre». Mais ajoutez-t-elle «*Il n'y a là rien d'exceptionnel: en toutes circonstances, les organisations du mouvement ouvrier doivent s'employer à un travail d'analyse concrète des processus sociaux et de leurs contradictions pour soutenir efficacement les luttes d'émancipation des peuples du monde entier*». Quant aux luttes d'émancipation du prolétariat, elles sont inconnues pour la TC...

Ce rapide examen nous montre comment en quelques années un groupe qui se présentait comme trotskyste de gauche a sombré dans le marécage bourgeois, par mépris des principes qu'il prétendait défendre. Nous terminerons par quelques phrases claires de Lénine, toujours valables après plus de cent ans, qu'il faudrait graver sur le front de ces faux communistes. Il s'agissait du compte-rendu d'une réunion du parti bolchevik pour fixer les positions sur la guerre en cours. Après avoir dénoncé la «défense de la patrie» et réaffirmé le mot d'ordre de la «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile», Lénine aborde la question du «pacifisme et (de) la propagande pour la paix»:

«**L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le pacifisme et la propagande abstraite pour la paix. (...) A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses, ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment l'idée qu'on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée** (6).»

(1) cf. «A propos de la réforme territoriale: une Tendance Claire...ment réformiste», *Le Prolétaire* n° 511.

(2) <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1759>, 5/3/22. Il existe une minorité dans la TC qui soutenait l'envoi d'armes à l'Ukraine, ce que refusait la majorité. Elle semble alignée sur les positions jusqu'au boutistes des morénistes de la LIT-QI qui dénoncent les «pressions» en faveur de négociations de paix...

(3) <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1889>, 17/9/23

(4) cf. «Penser concrètement les conditions de la paix en Ukraine», 28/3/2 <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1780>

(5) cf. «Penser concrètement...», cit.

(6) cf. «La conférence des sections à l'étrange du P.O.S.D.R.», mars 1915. Oeuvres, Tome 21, p. 161, 162

La *working class* américaine s'est-elle réveillée ?

Après les employés de Starbucks et d'UPS, les infirmières du Massachusetts, les enseignants de Minneapolis et de Brookline et les prolétaires de dizaines d'autres entreprises, c'est au tour des travailleurs de l'industrie automobile

General Motors, Ford et Stellantis (la multinationale franco-italienne qui réunit les marques PSA et FCA) soient simultanément touchées par une grève ouvrière. Le 14 septembre à minuit, était échu le contrat de travail que le syndicat UAW (United Automobile Workers) demandait depuis des mois à la direction des Big Three de renégocier sur des revendications considérées par lui-même comme «ambitieuses» : une augmentation moyenne des salaires de 40 % sur quatre ans, une organisation des horaires moins massacrante, une réduction du temps de travail hebdomadaire, l'élimination des différents niveaux de contrat et l'amélioration des pensions et de l'assurance maladie.

Le syndicat UAW représente une part importante des employés des Big Three (145.000 travailleurs syndiqués au total), mais la grève a initialement touché environ 18.000 travailleurs, soit un peu plus de 10 % de ses membres. L'UAW a entamé cette grève en bloquant une usine de chacun des Big Three. Pour GM, il s'agissait de l'usine de Wentzville, dans le Missouri, qui, avec 3.600 travailleurs, produit les GMC Canyon et Colorado. Dans le cas de Stellantis, c'est le complexe de Toledo, dans l'Ohio, qui était dans le viseur et qui, avec 5.600 employés, produit les Jeep Gladiator et Wrangler. Pour Ford, l'agitation a commencé à Wayne, dans le Michigan, cœur de la production des pick-up Bronco et Ranger, avec notamment des arrêts de la chaîne d'assemblage et de peinture impliquant 3.300 travailleurs. Les modèles mentionnés ici sont les modèles haut de gamme des trois constructeurs automobiles (1). Initialement, la perspective d'une extension de la grève à d'autres usines et centres de distribution et de pièces détachées avait été annoncée si les négociations avec les Big Three se prolongeaient sans résultat. Et de fait, le 29 septembre, l'UAW, constatant que les négociations générales n'avançaient pas (les Big Three proposaient une augmentation moyenne de 20 % sur quatre ans et demi), après avoir déjà touché 38 centres de distribution et de pièces détachées gérés par GM et Stellantis, annonçait l'extension de la grève ; ceux de Ford n'ont pas encore été touchés car avec cette entreprise, selon le leader de l'UAW Shawn Fain - entré en fonction en mars de cette an-

née - «les négociations avancent» même si elles sont «trop lentes».

Bien que le fait d'un petit nombre d'ouvriers, cette grève a fait la une des journaux, notamment parce qu'elle s'inscrit dans une période de deux ans d'agitation ouvrière de nombreux secteurs : la décision des ouvriers de pousser l'UAW à lancer la grève et à menacer de l'étendre à toutes les autres lignes de production a cependant alerté les constructeurs automobiles, habitués au fil des ans à «dialoguer» avec l'UAW afin d'éviter les grèves, et en soumettant essentiellement les ouvriers aux exigences fondamentales de l'entreprise. Depuis la crise de 2008-2009, les travailleurs des constructeurs automobiles ont été soumis par le syndicat à des conditions de travail plus lourdes, à l'introduction de nouveaux travailleurs précaires, à des salaires bloqués et, avec le temps, insuffisants pour suivre l'augmentation du coût de la vie, afin que les usines continuent restent ouvertes. Puis il y a eu la pandémie, une autre crise sociale avec des ventes de voitures en baisse et des salaires toujours bloqués. Mais depuis la fin du confinement et de la pandémie, les ventes sont remontées en flèche, les constructeurs automobiles ont recommencé à engranger des milliards de bénéfices, mais les salaires sont restés pratiquement bloqués, l'inflation continuant à les éroder de plus en plus.

L'échéance contractuelle était une occasion à ne pas manquer pour entrer en lutte contre les conditions de travail pénibles et contre les énormes inégalités sociales. Pour se faire une idée de la situation, les bénéfices en 2022 de Ford s'élevaient à 3,5 milliards de dollars, ceux de GM à 4,7 milliards de dollars et ceux de Stellantis à 11 milliards d'euros, tandis qu'au cours du seul premier semestre 2023, pour les Big Three ensemble, ils s'élevaient à 23 milliards de dollars (et au cours des dix dernières années, ils ont atteint 250 milliards de dollars); quant à elle, de 2019 à aujourd'hui, l'augmentation de la rémunération des PDG des Big Three a augmenté de 40 % en moyenne (2). La nouvelle selon laquelle les PDG des constructeurs automobiles, au prétexte des profits escomptés mais perdus à partir de 2019, reçoivent des rémunérations compensatoires stratosphériques a suscité un réel ressentiment parmi les travailleurs. Par

exemple, les PDG de GM et de Stellantis empochent une rémunération égale à 350 fois le salaire moyen d'un travailleur. D'autre part, on n'est pas surpris que dans la société capitaliste, ces personnages soient surpayés pour accomplir leur tâche de diriger des entreprises en maximisant les profits et, par conséquent, en minimisant les coûts de production pour affronter la concurrence et la batre. Pour le prolétariat, cette pression sur les coûts de production signifie la limitation salariale, l'augmentation des rythmes de travail, l'allongement de la journée de travail, la réduction des avantages sociaux tels que l'assurance maladie, les pensions, etc. Or, ce sont précisément ces aspects qui ont poussé les travailleurs à la grève : augmentation des salaires, horaires moins pénibles, réduction du nombre d'heures travaillées dans la semaine, amélioration des pensions et de l'assurance maladie, et enfin plus grande sécurité de l'emploi. Le manifeste de la grève dit : «*Nous travaillons 60, 70, 80 heures par semaine pour rejoindre les deux bouts. Ce n'est pas une vie. Il est temps de changer*» (3). Sous la pression de la base des travailleurs, le syndicat UAW ne pouvait que faire la grosse voix, surtout depuis le récent changement de direction. Parmi les revendications formulées, celle qui a fait le plus de bruit est bien sûr l'augmentation des salaires de 40%, sur quatre ans; par rapport à cette revendication, les constructeurs automobiles ont d'abord proposé 10% sur quatre ans et demi ; puis Ford et GM ont proposé 20% et Stellantis 17,5%. Le syndicat, quant à lui, a baissé la revendication à 36 %. Mais les autres revendications sont également considérées par les constructeurs automobiles comme bien trop onéreuses à leur goût. On peut lire dans le «Sole24ore» cité que l'UAW «*veut tout d'abord l'élimination de deux niveaux contractuels nés au lendemain de la crise de 2007, un tournant de fortes concessions syndicales. Les nombreuses personnes embauchées depuis lors ont des salaires de départ beaucoup plus bas et un parcours de huit ans pour atteindre les salaires maximums, soit 32,32 dollars de l'heure. Les entreprises ont proposé de ramener à quatre ans environ ce parcours.*». L'UAW souhaite également «*le retour aux plans de retraite traditionnels des entreprises, avec des pensions fixes, pour les employés embauchés après 2007, ainsi qu'une indexation significative des salaires sur l'inflation, suspendue actuellement pour tout le monde. Les revendications portent également sur une semaine de travail de 32 heures, d'avantage de congés payés pour les absences familiales, des améliorations en matière de santé, une augmentation de la participation aux bénéfices, la fin du recours à la main-d'œuvre tempo-*

raire et non garantie, et une couverture contractuelle égale pour les usines de véhicules électriques en joint venture.» Cette liste de revendications révèle à quel point les travailleurs ont été amenés, par ce même syndicat, à baisser les bras au cours des quarante dernières années - ce sont les mêmes experts soi-disant «libéraux» qui le prétendent - en tombant dans des conditions de vie et de travail insoutenables.

La période de campagne pour les élections présidentielles de 2024 est maintenant ouverte et le président américain Joe Biden, en quête de soutien, n'a pas réfléchi à deux fois : il s'est rendu à Wayne, dans le Michigan, pour apporter sa «solidarité» aux travailleurs en grève. Il n'y a rien de bon à attendre quand un haut représentant de la classe dirigeante bourgeoise va apporter sa «solidarité» aux travailleurs en grève qui, selon «Sole24ore», coûte à l'économie 5,6 milliards de dollars tous les dix jours, et cela dans le cœur industriel du pays avec des répercussions sur les fournisseurs et les consommateurs. Selon les médias, Biden s'était déjà entretenu avec les Big Three et leur avait demandé de tendre la main aux revendications syndicales, compte tenu également des énormes profits accumulés au cours des dix dernières années. Mais ses interventions n'ayant pas servi à grand-chose, l'actuelle administration de la Maison Blanche a décidé de faire un coup de théâtre : le mardi 26 septembre, Biden est apparu à Wayne au milieu des travailleurs sur le piquet de grève de l'usine de distribution de pièces GM et, mégaphone à la main, s'est adressé à eux en disant : «*Les entreprises font d'énormes profits et doivent les partager avec les travailleurs. Vous méritez des augmentations significatives*» (4). Ces mots sont sans aucun doute de la pure propagande électorale. Mais en sens contraire, le même concept s'applique dans les périodes de récession frappant toute l'économie et au cours desquelles les entreprises, au lieu d'enranger de somptueux profits, accumulent d'énormes pertes et justifient ainsi de faire subir aux prolétaires dans des conditions de vie plus difficiles.

24 heures à peine se sont écoulées que, dans une usine **non syndiquée** de la banlieue de Détroit, Trump organise aussi un meeting électoral : «*Je suis ici pour défendre la classe ouvrière, combattre la classe politique corrompue, protéger les emplois créés aux États-Unis et le rêve américain contre les produits étrangers*». Le grand ennemi des travailleurs américains de l'automobile aujourd'hui est la transition vers la voiture électrique, dominée par la Chine. Trump leur a expliqué qu'il importait peu que la grève aboutisse à un accord favorable dans les négociations avec Ford, General Motors et Stellantis, car

de toute façon «*dans les deux ans, vous perdrez vos emplois*». Bien sûr, la recette de Trump est toujours la même : «*La production américaine, faite avec des mains qualifiées américaines et des fournitures américaines*» (5). Quand Trump pointe du doigt la Chine et sa domination actuelle sur la voiture électrique, Biden pointe le sien contre les super-profits des constructeurs automobiles. Bien sûr, aucun des deux ne s'est prononcé sur la solution concrète aux problèmes des travailleurs : l'un dit qu'ils ont raison de demander des augmentations de salaire alors que les profits des constructeurs automobiles ont explosé, l'autre dit que leur défense réside dans la protection de tout ce qui est fabriqué aux États-Unis, quelle que soit l'industrie. Le vrai problème, pour les travailleurs, c'est qu'ils continuent à croire que leur lutte ne peut avoir une issue positive que si elle est soutenue par un syndicat, qui leur tournera le dos au moindre signe de récession économique, ou par des hommes politiques - sans parler même des «président et ancien président des États-Unis» - qui se sont physiquement déplacés pour dérouler ... leur meeting de campagne !

Néanmoins pour la première fois, le fait que les travailleurs américains des trois plus grandes entreprises automobiles aient commencé à faire grève ensemble, pour des objectifs communs et pour défendre également les travailleurs précaires embauchés au cours de la dernière décennie, est un fait extrêmement positif. Il s'agit d'un tout premier pas dans une lutte qui pourrait potentiellement réveiller l'ensemble de la classe ouvrière américaine. D'autre part, il faut relever que cette lutte a été anticipée par d'autres secteurs économiques dans lesquels les prolétaires ont souffert et souffrent à la fois d'un manque d'organisation syndicale et d'un manque de tradition de lutte, comme dans le cas d'Amazon, de Kellogg's, de Starbucks, de l'industrie hôtelière en Californie, des infirmières de Kaiser Permanente, des dockers de la West Coast, des enseignants de Minneapolis et de Brookline, et même des écrivains et scénaristes d'Hollywood qui sont en grève depuis le 1er mai de cette année.

La lutte ouvrière en Amérique a toujours eu un vieux handicap, celui de croire que le bras de fer avec les patrons ne sert qu'à remporter une «victoire» aujourd'hui, et que demain... on verra. Tôt ou tard, les faits matériels liés aux rapports bourgeois de production confronteront la classe ouvrière américaine non seulement aux inégalités sociales criantes - qui ont toujours existé en Amérique et sont plus profondes que dans les autres pays industrialisés - mais aussi à la nécessité permanente d'aller au-delà de la lutte immédiate, au-delà de la lutte corporative, au-delà des frontiè-

res que la politique de collaboration entre les classes a fixées depuis un siècle et pour laquelle l'important c'est la négociation, le marchandage, la contractualisation, comme si en dehors de cette société du profit capitaliste et du travail salarié, il n'y avait pas d'alternative ; comme si la société ne pouvait être qu'un immense marché, où l'on vend et où l'on achète, où les affaires se «font» ou se «perdent», et où la vie même de chaque être humain est l'enjeu d'une roulette perpétuelle.

Long, rude et difficile est le chemin qui conduira à l'émancipation des prolétaires de la condition de travailleurs salariés, de viande à abattre dans des usines avec des équipes de 60 à 80 heures par semaine et avec des salaires de misère, ou à abattre dans les guerres que les classes dirigeantes bourgeoises de chaque pays déclarent pour elles-mêmes, tôt ou tard, afin de continuer à dominer dans leur propre pays ou de soumettre d'autres pays à leur domination. Un chemin long, rude et difficile, mais vital car le développement du capitalisme en Amérique et dans le monde con-

(Suite en page 14)

Proletarian

N° 20 (Autumn-Winter 2023)

- Has the American Working Class Awakened?
- To Russian and Ukrainian Proletarians
- Against Massacres, Oppression and Misery, Class Solidarity with the Proletarians and the Masse
- United Kingdom. The Bourgeoisie Is Reinforcing its Legal and Repressive Anti-Strike Arsenal
- France. Riots in the Proletarian Districts.
- France. The Fight against Police Violence.
- Spain. Metalworkers' Strike in Vigo.
- Czechia. For Class Struggle against all Attacks by the Capitalists and their State!
- Mass Casualties at Sea. After Cutru and Hundreds of other Cemeteries, Pylons.
- In Cuba : Poverty, Demonstrations and Repression
- Venezuela. The only Way Out for the Proletarians: Class Struggle
- Brazil. 100 Days of Lula Government in the Service of Capitalism
- 50 Years ago, Reformism Led the Chilean Proletariat to the Slaughterhouse
- Marx on the Impersonality of Capital
- March 8th, Must once again Become a Symbol of Proletarian Struggle
- May Day 2023. The Struggle of the Proletariat Has only one Purpose: it Defends the Immediate and Future Interests Exclusively of the Proletarian Class!

Price per copy: USA \$2 / CDN \$2 / Europe: £ 1,5 / € 1,5 / CHF 3

Juin 1953: Révolte prolétarienne en RDA

(Suite de la page 1)

rationnement et les tickets de transport public à prix réduit pour les travailleurs, le gouvernement avait augmenté les prix de la viande et des produits contenant du sucre, obligé toutes les entreprises, industrielles et agricoles, à relever les quotas de production de 10 % sans toucher aux salaires de base déjà très bas, et introduit la formule habituelle de la prime à la production pour les travailleurs qui augmentaient volontairement leur productivité en dépassant le quota requis et incitaient leurs collègues à faire de même.

Les masses prolétariennes est-allemandes se rebellèrent de fait, sans en être pleinement conscientes, aussi contre la concurrence prolétarienne qui était fortement alimentée dans les pays soi-disant socialistes de l'Est, exactement comme dans les pays occidentaux. Le système économique capitaliste était en réalité le système commun à tous les pays, quelle que soit l'apparence

La working class américaine s'est-elle réveillée ?

(Suite de la page 13)

duit inévitablement à la guerre générale, dont les précédentes guerres en Irak, en Afghanistan, en Syrie n'étaient qu'une préparation, tout comme la guerre en Ukraine pour laquelle des milliards d'armements, de munitions et de financements sont alloués sans envoi de soldats américains, mais dont les conséquences négatives en termes de conditions de travail et d'existence affectent encore la vie de tous les prolétaires.

Les bourgeois disaient que la lutte des travailleurs était morte... Elle renaîtra plus vigoureuse que jamais.

29/09/2023

(1) «Il Sole 24 ore», 15 septembre 2023.

(2) [panorama.co.uk](https://www.panorama.co.uk), 18 septembre 2023, «Il malessere dietro gli scioperi del mondo auto negli Usa»

(3) <https://www.wired.it/article/auto-sciopero-stati-uniti-stellantis-ford-general-motors> («Lo storico sciopero nell'industria dell'auto negli Stati Uniti»).

(4) «Il Sole 24 ore», 26 septembre 2023.

(5) 28/09/2023 - <https://www.rainews.it/articoli/2023/09/>

que la propagande voulait leur donner : démocratique, socialiste, autoritaire, dictatorial...

Rappelons que l'Allemagne, vaincue lors de la deuxième guerre mondiale, mais qui restait un point extrêmement crucial dans l'ordre impérialiste européen et mondial, fut divisée en deux selon les territoires occupés à la fin de la guerre par les troupes russes d'une part et par les troupes alliées d'autre part. La capitale Berlin, cœur battant de la politique et de l'affrontement historique entre la bourgeoisie et le prolétariat, fut encore plus divisée, en pas moins de quatre secteurs, entre la Russie, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. L'occupation militaire de l'Allemagne, devait, selon les intérêts des impérialistes vainqueurs de la guerre, assurer un contrôle maximal sur les forces économiques allemandes, pliant la bourgeoisie allemande aux intérêts des vainqueurs, et un contrôle maximal sur les masses prolétariennes, dont la combativité était aussi historiquement connue des Russes que des alliés occidentaux.

D'autre part, la différence entre le développement de l'impérialisme américain et ouest-européen et celui de l'impérialisme russe était évidente. Les dollars qui avaient contribué à soutenir l'effort de guerre des pays formant le bloc des Alliés (y compris donc la Russie) contre le bloc des puissances de l'Axe (Allemagne, Japon et Italie qui, comme on sait, tourna le dos à Hitler à partir de septembre 1943), continuèrent à soutenir la reconstruction d'après-guerre dans toute l'Europe de l'Ouest – mais pas en Russie : au-delà de son alliance intéressée avec les Anglo-Américains dans la guerre contre l'Allemagne, après avoir été alliée à l'Allemagne nazie en 1939 pour se partager la Pologne, celle-ci devait compter sur ses propres forces qui, comme on le sait, reposaient principalement sur le secteur militaire. Cela ne permettait pas à la Russie de Staline, dans une phase d'industrialisation forcée depuis le milieu des années 1920, d'utiliser ses ressources pour élever le niveau de vie général de sa population, en particulier de son prolétariat, comme l'Amérique et ses alliés occidentaux pouvaient le faire. La jeune Russie capitaliste était trop avide de profits industriels et trop occupée à planter ses griffes impérialistes dans les pays européens voisins, en particulier à l'Ouest, pour ne pas utiliser ses armes historiques depuis l'époque des tsars : l'oppression des peuples, la répression policière et l'occupation militaire

Ce dont le jeune capitalisme russe avait besoin - et que, dans l'étude de

notre parti sur le développement économique de la Russie, nous avons appelé : *Assouvir la faim d'acier, cultiver la faim du prolétariat* (1) - servait également les capitalismes nationaux des pays d'Europe de l'Est faussement «socialistes».

Compte tenu du fort contrôle du parti stalinien et des syndicats liés au régime, la révolte des prolétaires est-allemands ne pouvait être que spontanée, désorganisée, touchant de façon disparate les différentes entreprises et districts. Mais, malgré tout une fois de plus, le prolétariat allemand fit preuve de la grande combativité qui l'a caractérisé tout au long de son histoire. Comme nous l'avons dit, les premières agitations ouvrières commencèrent après l'entrée en vigueur du dernier décret gouvernemental début juin avant de culminer dans les grandes grèves à Berlin-Est du 15 au 17 juin. Ce sont les ouvriers du bâtiment engagés dans la construction de l'hôpital de Friedrichshain sur la Stalinallee qui se mirent en grève pour obtenir la suppression de l'augmentation de 10 % des quotas de production, appelant les autres travailleurs à la grève générale. Le 16 juin, la police intervint en tentant de briser les cortèges de grévistes et en réprimant les manifestations ouvrières dans lesquelles étaient également entraînés étudiants et petits bourgeois.

Le contrôle du prolétariat, qui plus est dans un pays capitaliste plus développé que la Russie elle-même, comme l'Allemagne, était un objectif trop important pour que la Russie reste les bras croisés ; les forces de l'ordre de Grotewohl se heurtèrent à une forte résistance et, dans de nombreuses villes, elles eurent même le dessous. Avec l'arrivée des chars russes, le sang des prolétaires commença à couler. La répression fut extrêmement dure ; il y eut des dizaines de morts (ce n'est qu'en 2004 qu'on put identifier 55 morts, 18 autres restant inconnus), des centaines de blessés, des milliers d'arrestations. Certains rapports non officiels firent même état de l'exécution de 41 soldats russes qui avaient refusé d'obéir aux ordres de leurs officiers.

Malheureusement tout le courage des prolétaires et le sang versé dans la révolte contre les exploiters et les tueurs vêtus de rouge, ne furent pas suffisants pour éviter que leur combativité soit détournée dans le marécage des illusions démocratiques et débouche sur une impuissance générale.

Comme lors de nombreuses autres occasions historiques, l'absence d'un parti de classe, ferme dans sa théorie et ses principes, organisé de manière centralisée et influent sur les masses prolétariennes organisées sur la base de la défense immédiate de leurs propres intérêts de classe, a également été un facteur décisif dans ces révoltes authenti-

quement prolétariennes. Poussés par le désespoir de leurs conditions de vie et de travail, les prolétaires de Berlin et d'Allemagne de l'Est se sont retrouvés non seulement seuls face à la répression étatique et impérialiste de Moscou, mais aussi complètement isolés des masses prolétariennes d'Allemagne de l'Ouest emprisonnées de leur côté dans la collaboration de classe avec leur propre bourgeoisie, mais qui bénéficiait cependant de filets de sécurité sociale inexistant dans la partie orientale. Il ne fait aucun doute que les mesures prises en Russie, comme en Allemagne de l'Est et dans les autres pays d'Europe de l'Est sous domination russe, étaient de caractère capitaliste et exploiteur ; ce caractère spécifique et sans équivoque était l'exact contraire du socialisme ; les prolétaires, avant même que contre l'inévitable répression policière, se révoltaient contre ces mesures, présentées comme visant à «construire le socialisme».

Les émeutes de juin 1953 à Berlin et en Allemagne de l'Est constituèrent un puissant signal d'alarme pour les capitalistes occidentaux et orientaux, car elles pouvaient représenter un exemple non seulement pour les masses prolétariennes d'Allemagne de l'Ouest mais pour toutes celles d'Europe et, par conséquent, du monde. Il fallait donc les réprimer durement et avec toute la violence nécessaire pour que les prolétaires ne puissent pas réessayer par la suite ; ils ont pu profiter de l'absence d'organisations classistes de lutte et de l'absence d'un véritable parti communiste pour briser et étouffer un mouvement certes spontané, mais objectivement poussé vers un niveau de lutte bien plus large que le simple terrain économique. La répression de Moscou faisait donc partie de cette répartition des tâches sur laquelle les impérialistes euro-américains et russes s'étaient mis d'accord en divisant l'Europe en deux grandes zones de contrôle mutuel ; un découpage qui ne concernait pas seulement les territoires économiques à exploiter mais aussi le contrôle des masses prolétariennes les unes des autres afin que les jeunes générations prolétariennes ne puissent pas se relier aux expériences de lutte révolutionnaire des générations prolétariennes antérieures.

Le stalinisme et le post-stalinisme se sont chargés de cette tâche, avec leur œuvre – à la fois idéologiquement raffinée et matériellement brutale – de dégénérescence, d'abord, et de contre-révolution, ensuite, avec laquelle ils ont détruit l'Internationale Communiste, le Parti Bolchevique de Lénine et l'ensemble du mouvement communiste et prolétarien mondial

La doctrine marxiste n'est pas née de la volonté de l'individu Marx, mais elle est le résultat de la lutte entre les

classes qui a eu lieu au cours des siècles d'histoire ; le Parti bolchevique de Lénine et la révolution russe ne sont pas nés de la volonté de Lénine en tant qu'individu, mais de la coïncidence historique de facteurs subjectifs et objectifs mûrs, capables de donner vie, dans ces années cruciales, à un parti de classe capable d'exprimer pleinement la conscience de classe.

De la même manière, le courant de la Gauche Communiste formé en Italie dans les années cruciales 1911-1920 n'est pas né de la volonté de l'individu Bordiga, mais de la rencontre historique entre la doctrine marxiste existant déjà depuis plus d'un demi-siècle, l'expérience des luttes de classes en Europe, dont l'apogée après 1848 fut atteinte avec la Commune de Paris de 1871, des luttes du prolétariat allemand qui donnèrent vie au plus grand parti socialiste européen, jetant les bases de la formation de partis révolutionnaires en Allemagne, en France, en Italie, en Russie, et des luttes du jeune prolétariat italien qui, depuis 1897-98, faisait une démonstration de force avec de grandes manifestations, des grèves et des protestations pour le pain et le travail.

Les prolétaires est-allemands, après la Seconde Guerre mondiale, ne purent se relier à la lutte titanique du prolétariat européen du premier après guerre, parce que les conditions subjectives – l'existence d'associations économiques de classe fortes et d'un parti de classe solide – avaient été détruites par la double contre-révolution : celle classique bourgeoisie et impérialiste, et celle stalinienne qui enchaîna le glorieux prolétariat russe et, avec lui, le prolétariat européen et mondial au sort de ses propres bourgeoisies nationales dans une lutte qui n'avait plus rien de prolétarien parce qu'elle n'était que la lutte entre impérialismes.

On ne pouvait donc pas s'attendre à ce que les révoltes à Berlin-Est et dans

toute l'Allemagne de l'Est fussent à faire tourner la roue de l'histoire en faveur de la révolution prolétarienne qui se serait propagée ensuite de Berlin à toute l'Europe et au monde entier. Le mouvement spontané de la lutte prolétarienne, qui exprime l'irréductible antagonisme de classe avec la bourgeoisie, ne donne pas automatiquement naissance à sa conscience de classe, c'est-à-dire au parti politique de classe. Cette conscience de classe, qui représente l'avenir de l'émancipation du prolétariat et du communisme, est née parallèlement aux luttes prolétariennes, réunissant dans un organisme spécifique, fondé sur la doctrine du communisme révolutionnaire que nous appelons marxiste, les principes et le programme du révolutionnaire communiste et l'organisation capable de centraliser le mouvement prolétarien pour l'orienter vers des fins exclusivement révolutionnaires – comme le fit le parti bolchevique de Lénine

C'est pour cet objectif grandiose que les communistes révolutionnaires de la Gauche Communiste d'Italie, réduits par la contre-révolution à une poignée de militants, n'ont cessé de lutter hier et continuent de lutter aujourd'hui pour que demain, lorsque les contradictions de plus en plus aiguës du capitalisme mondial remettront la lutte de classe révolutionnaire à l'ordre du jour, le parti de classe soit non seulement présent, mais significativement influent et doté d'une solide continuité théorique, politique, tactique et organisationnelle de façon à garantir la victoire du prolétariat à Berlin, à Paris, à Londres, à Rome, à Moscou, à Washington, à Pékin et partout dans le monde

(1) Cf «L'economia russa dopo il XXV congresso. Saziare la fame di acciaio, coltivare la fame proletaria.» *Il Programma Comunista* n. 10/1976.

Dialogue avec les morts (Extraits)

Nous publions ci-dessous quelques extraits de «Dialogue avec les morts», brochure dont nous venons de publier une nouvelle édition; ils rappellent quelques points fondamentaux sur le rôle de l'individu et du parti. et de son fonctionnement;

MANUEL DES PRINCIPES

Le marxisme (ici nos congressistes auraient bien besoin du petit traité historico-philosophique dont il a été question plus haut!) ne considère comme sujets de la décision historique ni la Personne, ni une collectivité de personnes. Il fait dériver les rapports historiques et les causes des événements

des rapports des hommes avec les choses, et dans ces rapports, ce sont les **résultats communs à tous les individus** qu'il met en évidence, négligeant les caractéristiques personnelles et individuelles.

Le marxisme nie qu'une quelconque formulation «constitutionnelle» et «ju-

(Suite en page 16)

Dialogue avec les morts

(Suite de la page 15)

ridique» transcendant le cours concret de l'histoire puisse représenter une solution de la «question sociale». C'est pourquoi il considère comme mal posée la question de savoir si c'est un homme, un collègue d'hommes, tout le **corpus** du parti ou tout le corpus de la classe qui doit décider. Il n'a pas de réponse pour une pareille question et ne marque aucune préférence entre ces formules.

Tout d'abord, personne ne décide si ce n'est le champ des rapports économique-productifs communs aux grands groupes humains. Il s'agit non de piloter, mais de déchiffrer l'histoire, d'en découvrir les courants, et le seul moyen de participer à leur dynamique est d'en avoir à un certain degré la science, chose possible seulement de façon très diverse selon les phases historiques.

Qui donc alors est le plus à même de déchiffrer l'histoire, d'en faire la science, d'en expliquer les nécessités? Cela dépend. Il se peut qu'un individu le fasse mieux que le comité, le parti, la classe. Consulter «tous les travailleurs» n'avance pas plus que de consulter tous les citoyens comme dans cette comptabilité insensée que la démocratie bourgeoise fait des opinions. Le marxisme combat le labouirisme, l'ouvriérisme, parce qu'il sait que, dans bien des cas, les résultats d'une pareille consultation seraient en majeure partie contre-révolutionnaires et opportunistes. On ne sait si, aujourd'hui, le vote serait favorable à la peste ou au choléra, c'est-à-dire à Staline ou aux anti-Staline; il est même difficile d'exclure que la dernière solution soit la pire. En ce qui concerne le Parti, la solution du problème de son fonctionnement n'est pas non plus donnée par la formule selon laquelle «la base a toujours raison»; le fait que ceux qui nient les «principes intangibles» l'aient choisie pour dernière pierre angulaire n'y changera rien!

Le parti est une unité historique réelle, non une colonie de microbes-hommes. A la formule du «centralisme démocratique» attribuée à Lénine, la Gauche communiste a toujours proposé de substituer celle de centralisme **organique**. Quant aux **comités**, nombreux sont les cas historiques où la direction collégiale a été dans son tort: nous ne développerons pas ici les rapports entre Lénine et le Parti en avril 1917 et Lénine et le Comité central en octobre 1917 (17).

En conclusion: dans certains rapports sociaux et productifs, le meilleur détecteur des influences révolutionnaires

peut être la masse, la foule, la consultation de plusieurs personnes, ou un seul homme; le critère discriminant est ailleurs.

PETIT SCHEMA ELEMENTAIRE

Il est bien connu que nous sommes schématiques: que l'on se réfère à cet égard aux thèses soutenues par la Gauche à l'époque de l'Internationale Communiste dans les congrès communistes italiens et mondiaux. On a assisté, certes, à des révoltes très saines des partis contre les comités, comme par exemple, à cette Conférence illégale du Parti Communiste d'Italie qui fut tenue dans les Alpes en 1924, alors que le courant de centre détenait la direction depuis un an. Non seulement la grande majorité des inscrits, mais également celle de l'appareil central, vota pour l'opposition de gauche. Personne ne s'en étonna ni d'un côté ni de l'autre, mais le comité ne «tomba» pas pour autant. S'il est «tombé», c'est dans un tout autre sens: il a dégénéré. Mais c'est encore lui qui commande, avec ou sans Staline!

La question de l'**action** et des facteurs qui la guident (?) peut être ramenée à trois principaux moments.

Premier stade: apparition d'un nouveau mode de production, tel le capitalisme industriel. Révolution politique par laquelle la classe qui, dans ce système, contrôle les moyens de production, accède au pouvoir et fonde son Etat. Apparition de la classe qui, dans cette nouvelle forme de société donne son travail sans participer au contrôle social: le prolétariat.

Pour Marx, le concept de **classe** ne réside pas dans cette constatation et cette description, mais dans l'apparition historique d'actions communes déterminées par des conditions communes, actions qui, dans un premier temps, ne sont ni voulues, ni décidées par personne. Formation d'une nouvelle théorie-programme de la société qui s'oppose à celles qui font l'apologie de la classe dominante.

C'est seulement à ce moment (avec, naturellement, des complications infinies, des avances et des reculs) que l'on a la «constitution du prolétariat en parti politique»; seulement à ce moment, une **classe historique**. Donc, les conditions historiques pour qu'agisse une nouvelle classe sont: théorie-organisation politique de classe.

Second stade: Dans ces conditions, la nouvelle classe mène la lutte pour chasser l'autre du pouvoir. Dans le cas que nous examinons: constitution du prolétariat en classe dominante. Destruction de l'ancien Etat. Nouvel Etat. Dictature de classe, dont le sujet est le

parti. Terreur. La révolution bourgeoise elle-même a connu ces phases, comme toutes les révolutions.

Troisième stade. Il est transitoire à l'échelle historique, mais long et complexe. Sous la dictature du prolétariat, les rapports de production défendus par la vieille classe et qui barraient le chemin à de nouvelles forces productives sont anéantis les uns après les autres. L'influence des idéologies, et des coutumes de toutes natures auxquelles la classe ouvrière était soumise sont graduellement extirpées. Après la révolution du prolétariat moderne, les classes disparaissent, mais avant de le faire, elles continuent à lutter, dans un rapport inversé. Avec elles, l'appareil de coercition de l'Etat disparaît.

Tout ceci peut sembler une répétition bien inutile. Si nous nous sommes attardés à remettre en place ces éléments de la doctrine, c'est pour qu'on nous pose la vieille question: où prendrons-nous la conscience, la volonté, la «direction» de l'action? Et, si vous voulez, l'**autorité**? Nous n'avons laissé aucune pièce hors de l'échiquier.

Citant Lénine, nos congressistes ne se sont pas avisés d'un magnifique passage qui conduit à bien autre chose qu'au... Comité central (vol. II, p. 374-375, *Pravda*, 28-3-56):

«La classe ouvrière... dans sa lutte dans le monde entier... a besoin d'une autorité... dans la mesure où le jeune ouvrier a besoin de l'expérience de ceux qui luttent depuis plus

Réédition de «Dialogue avec les Morts»

Editions Programme

(Brochure; A4; 90 p.; 8 € / 10 CHF)

Sommaire

- Présentation de la réédition de «Dialogue avec les Morts»
- Viatique pour les lecteurs
- Première journée
- Seconde journée
- Troisième journée: *Matinée*
- Troisième journée: *Après-midi*
- Troisième journée: *Fin d'après-midi*
- Troisième journée: *Soirée*
- Compléments au dialogue avec les morts:
 - a) *Repli et déclin de la révolution bolchévique*
 - b) *L'opposition mensongère entre les formes sociales de Russie et d'Occident / Le système socialiste à la Fiat?*
- «Le dialogue avec Staline» sommaire - synthèse

longtemps contre l'oppression et l'exploitation... de militants qui ont pris part à de nombreuses grèves et à diverses révolutions, à qui les traditions révolutionnaires ont donné de la sagesse et qui ont donc une ample vision politique. L'autorité de la lutte mondiale du prolétariat est nécessaire aux prolétaires de chaque pays... Le corps collectif des ouvriers de chaque pays qui mènent directement la lutte sera toujours l'autorité suprême sur toutes les questions.

Au centre de ce passage on trouve les concepts de **temps** et d'**espace**, portés à leur extension maxima: tradition historique et arène internationale de la lutte. Nous ajouterons à la tradition l'**avenir**, le programme de la lutte de demain. Comment convoquera-t-on, de tous les continents et de toutes les époques, ce **corpus** dont parlait Lénine, auquel nous donnons le pouvoir suprême dans le parti? Il est fait de vivants, de morts, d'hommes encore à naître; cette formule, nous ne l'avons pas «créée», puisque la voilà dans Lénine, dans le marxisme.

Qu'a-t-on alors à bavarder de pouvoirs et d'autorité confiées à un chef, un comité directeur, une consultation de groupes contingents, dans des territoires contingents? Toute décision sera bonne à nos yeux si elle est dans la ligne de cette **ample vision mondiale**; mais celle-ci peut tomber dans un oeil ou dans des millions d'yeux.

C'est Marx et Engels qui érigèrent cette théorie lorsque, dans leur lutte contre les libertaires, ils expliquèrent dans quels sens sont **autoritaires** les processus de la révolution de classe, dans laquelle l'individu, et ses caprices d'autonomie, disparaît comme une **quantité négligeable** mais ne se subordonne pas à un chef, un héros ou une hiérarchie d'institutions.

C'est là bien autre chose que l'histoire stupide et mesquine des ordres féroces donnés par Staline et du respect qu'il fallait lui témoigner, facteurs dont seuls des imbéciles peuvent croire qu'ils ont déterminé des dizaines d'années d'histoire.

SENS DU DETERMINISME

Pour le déterminisme, la conscience et la volonté d'un individu ne comptent pour rien: son action est déterminée par ses besoins et ses intérêts, et peu importe la façon dont il formule l'impulsion dont il croit après coup qu'elle a éveillé sa volonté, dont il s'aperçoit avec retard. Cela vaut aussi bien pour ceux d'en bas que pour ceux d'en haut, pour les pauvres et les riches, les humbles et les puissants. Nous marxistes, nous n'avons donc rien à chercher dans la personne, ni dans les personnes; et dans la «personnalité», pauvre marionnette de l'histoire, encore bien moins, car plus

elle est connue, plus nombreux sont les fils par lesquels elle est manoeuvrée. Dans notre jeu grandiose, elle ne représente même pas un **pion**. Mais dira-t-on, aux échecs, il y a un **roi**? Oui, mais sa seule fonction est de se faire mettre mat!

Dans la **classe**, l'uniformité et le parallélisme des situations crée une force, constitue une cause de développement historique. Mais là aussi, l'**action** précède la **volonté**, et à plus forte raison la **conscience** de classe.

La classe devient sujet de conscience (c'est-à-dire de buts programmatisés) quand s'est formé le parti, quand s'est formée la doctrine. C'est dans la collectivité plus restreinte constituée par le parti que l'on commence, en tant qu'il est organe unitaire, à trouver un sujet d'interprétation de l'histoire, de ses possibilités et de ses voies. Non à tout moment, mais seulement dans de rares situations dues à la complète maturation des contrastes de la base productive, le parti est non seulement un sujet de science, mais aussi, nous l'admettons, de **volonté** dans le sens où il peut choisir entre divers actes, choix influant sur les événements. Pour la première fois apparaît la **liberté**, qui est liberté du parti, non la **dignité** des personnes. La classe trouve dans l'histoire un guide, dans la mesure où les facteurs matériels qui la meuvent se cristallisent dans le parti, et où il possède une théorie complète et continue, une organisation elle aussi universelle et continue qui ne se fait ni ne se défait à chaque tournant par des agrégations et des scissions. Ces scissions sont cependant la fièvre, c'est-à-dire la réaction de l'organisme du parti à ses crises pathologiques.

OU SONT LES GARANTIES?

Où trouverons-nous donc les **garanties** contre le dévoiement du mouvement et la dégénérescence du parti? Dans un homme? Mais l'homme est peu de chose: il est mortel et les ennemis peuvent l'abattre. Même si l'on pouvait croire un instant qu'il est susceptible d'en représenter une, ce serait une garantie bien fragile, surtout s'il était seul.

Faut-il donc croire sérieusement qu'avec la direction collégiale on a découvert, après la disparition du chef qui pratiquait l'arbitraire personnel, la garantie cherchée? C'est ce dont Moscou se vante, mais tout cela n'est qu'une plaisanterie. En Russie, il ne reste plus rien à sauver, puisque tout a déjà été perdu. Le tournant effectué par rapport à Staline se présente sous des dehors pires encore que la dégénérescence stalinienne, dont il n'a corrigé - ni ne pouvait corriger - aucune des tares.

Nos **garanties** à nous sont bien connues et fort simples:

1. **Théorie**. Comme nous l'avons déjà dit, la théorie ne surgit pas à n'im-

porte quel moment de l'histoire - et elle n'attend pas non plus pour le faire la venue du Grand Homme, du Génie. Elle naît à certains tournants du développement de la société humaine; on connaît dans ses généralités la date de cette naissance, pas sa paternité.

Notre théorie **devait** naître après 1830, sur la base de l'économie anglaise. Même si l'on admet qu'il est vain de se donner pour but la vérité et la science intégrales, et que tout ce que l'on peut faire est de progresser dans la lutte contre la **grandeur de l'erreur**, elle constitue une garantie, mais à condition qu'on la maintienne fermement sur **les lignes directrices qui font d'elle un système complet**. Historiquement, elle est placée devant **une** alternative: ou se réaliser ou disparaître. La théorie du parti est le système des lois qui régissent l'histoire passée et future. La garantie que nous proposons est donc la suivante: interdiction de revoir et même d'enrichir la théorie. Pas de **créativité**.

2. **Organisation**. Elle doit être con-

(Suite en page 18)

« Il Comunista »

N° 178 Giugno-Agosto 2023

Nell'interno

- Tutti i democratici, tutti i «patrioti» hanno un solo grande obiettivo: difendere gli interessi della classe capitalista
- Guerra russo-ucraina. Sono i piani di guerra, non di «pace», al centro degli interessi dell'imperialismo mondiale, sempre più immerso in contrasti irrisolvibili se non con la guerra
- Francia. La lotta contro le violenze della polizia può essere condotta realmente solo su una base anticapitalista!
- Lettori, simpatizzanti, compagni, sostenete la nostra stampa
- La Giornata mondiale della Gioventù e il materialismo storico
- La lotta per le pensioni in Francia
- Lezioni della controrivoluzione: Spagna 1936 (2)
- Nella continuità del lavoro collettivo di partito guidato dalla bussola marxista nella preparazione del partito comunista rivoluzionario di domani. (*Rapporti alla riunione generale di Milano del 10-11 giugno 2023*). Intermezzo. L'insurrezione del 1934 e l'unità operaia (3)
- L'ex «Cavaliere» è morto, ma non il berlusconismo
- Russia-Ucraina: crisi di guerra, carneficina senza fine
- Algeria: «Il Comunista Internazionale per la rivolta rivoluzionaria»

Bimonthly newspaper - **Price one copy** 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - **Annual subscription:** 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - **Subscription of solidarity:** 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Dialogue avec les morts

(Suite de la page 17)

tinue au cours de l'histoire, c'est-à-dire à la fois rester fidèle à sa propre théorie et ne pas laisser se rompre le fil des expériences de lutte du prolétariat. Les grandes victoires ne viennent que lorsque cette condition est réalisée dans de vastes espaces du globe et pour de longues périodes. Contre le centre du parti, la garantie consiste à lui dénier tout droit de créer, et à ne lui obéir qu'autant que ses directives rentrent dans les limites précises de la doctrine et de la perspective historique du mouvement, qui a été établie pour de longs cycles et pour le monde entier. Il faut donc réprimer toute tendance à exploiter les situations locales ou nationales «spéciales», des événements imprévus, des contingences particulières. En effet, où il est possible d'établir que dans l'histoire certains phénomènes généraux se reproduisent d'un lieu et d'une époque à l'autre, aussi éloignés qu'ils soient dans l'espace et le temps, ou bien il est inutile de parler d'un parti révolutionnaire luttant pour une forme nouvelle de société. Comme nous l'avons souvent développé, il existe de grandes subdivisions historiques et «géographiques» qui déterminent les cycles fondamentaux de l'action prolétarienne, cycles qui s'étendent à des moitiés de continents et à des cinquantaines d'années et qu'aucune direction de parti n'a le droit de proclamer changés d'une année à l'autre. Nous avons un théorème, qui s'appuie sur mille vérifications expérimentales: annonciateur de «cours nouveau» égale traître.

Contre la base, la garantie est l'action unitaire et centrale, la fameuse «discipline»: on l'obtient quand la direction est bien attachée aux règles théoriques et pratiques dont il vient d'être question et quand les groupes locaux se voient interdire de «créer» pour leur compte des programmes, des perspectives et des mouvements autonomes.

Cette relation dialectique entre la base et le sommet de la *pyramide* est la clef qui assure à l'organe impersonnel et unique qu'est le parti la faculté exclusive de déchiffrer l'histoire, la possibilité d'y intervenir et la capacité de signaler celle-ci lorsqu'elle apparaît. **De Staline au comité de sous-staliniens, rien n'a changé.**

3. **Tactique.** Le mécanisme du parti interdit les «créations» stratégiques. Le plan des opérations est public et notoire, ainsi que les limites précises de celles-ci dans l'histoire et dans l'espace. Un exemple facile: en Europe, depuis 1871, le parti ne soutient plus aucune guerre d'Etat. En Europe, depuis

1919, le parti ne participe pas (ou n'aurait pas dû participer) aux élections. En Asie et en Orient; aujourd'hui encore, le parti appuie dans la lutte les mouvements révolutionnaires démocratiques et nationaux et l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, y compris la bourgeoisie locale elle-même. Nous donnons ces exemples pour qu'on ne puisse pas parler de la rigidité d'un schéma qui soi-disant resterait le même en tout temps et en tous lieux, et pour éviter l'accusation courante selon laquelle notre construction doctrinale dériverait de postulats immuables d'ordre éthique, esthétique ou même mystique, alors qu'elle est intégralement matérialiste et historique. La dictature de classe et de parti ne dégènera pas en des formes diffamées comme «oligarchiques» à condition d'être ouvertement une dictature, de se déclarer publiquement liée à un ample arc historique prévu, et enfin de ne pas

conditionner hypocritement son existence à des contrôles majoritaires, mais seulement à l'épreuve de force avec l'ennemi. Le parti marxiste ne rougit pas des conclusions tranchantes de sa doctrine matérialiste et aucune position d'ordre sentimental ou décoratif ne peut l'arrêter.

Le programme doit contenir de façon nette les grandes lignes de la société future comme négation de toute l'ossature de la société présente et déclarer qu'elle constitue le point d'arrivée de toute l'histoire, pour tous les pays. Décrire la société présente n'est qu'une partie des tâches révolutionnaires.

Ce n'est pas notre affaire d'en déplorer l'existence ou de la diffamer, non plus que de construire dans ses flancs la société future. Mais les rapports de production actuels devront être impitoyablement brisés selon un programme clair qui prévoit scientifiquement comment apparaîtront sur leurs ruines les nouvelles formes d'organisation sociale parfaitement connues par la doctrine du parti.

Sur quoi se fonde la certitude de la victoire du socialisme

Les mystiques du moyen âge qui rêvaient de l'approche du règne millénaire, avaient déjà la conscience de l'injustice des oppositions de classe. Au seuil de l'histoire moderne, il y a trois cent cinquante ans, Thomas Münzer la proclame très haut dans le monde. Dans la révolution bourgeoise d'Angleterre, dans celle de France, le même cri retentit... et s'éteint. Et si maintenant le même cri d'abolition des oppositions et des différences de classes, qui jusqu'en 1830 laissait froides les classes laborieuses et souffrantes, éveille un écho qui se répète des millions de fois, s'il gagne un pays après l'autre, et cela dans l'ordre même et avec la même intensité selon lesquels la grande industrie se développe dans les divers pays; si, en une génération, il a conquis une puissance qui peut défier toutes les puissances liguées contre lui et être sûr de la victoire dans un proche avenir, - d'où cela vient-il ?

Du fait, que, d'une part, la grande industrie moderne a créé un prolétariat, une classe qui, pour la première fois dans l'histoire, peut revendiquer l'abolition non pas de telle ou telle organisation de classe particulière ou de tel ou tel privilège de classe particulier, mais des classes en général et qui est placée devant l'obligation de réaliser cette revendication sous peine de tomber dans la condition du coolie chinois.

Et du fait que, d'autre part, la même grande industrie a créé dans la bourgeoisie une classe qui a le monopole de tous

les instruments de production et moyens de subsistance, mais qui, dans toute période de fièvre de la production et dans toute banqueroute consécutive à cette période, prouve qu'elle est devenue incapable de continuer à régner sur les forces productives qui échappent à sa puissance; classe sous la conduite de laquelle la société court à sa ruine, comme une locomotive dont le mécanicien n'a pas assez de force pour ouvrir la soupape de sûreté bloquée.

En d'autres termes : cela vient du fait que les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr.

C'est sur ce fait matériel palpable qui, avec une nécessité irrésistible, s'impose sous une forme plus ou moins claire aux cerveaux des prolétaires exploités, - c'est sur ce fait, et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de victoire du socialisme moderne.

Friedrich Engels, «l'Anti-Dühring», Deuxième partie, chapitre 1, Ed. Sociales p. 186. <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611q.htm>

Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir

L'élection au Chili en 1970 d'un président «marxiste» (Salvador Allende) et l'arrivée au gouvernement d'une coalition de gauche autour du parti socialiste et du parti communiste (l'«Unité Populaire») avait revêtu une portée dépassant largement les frontières de ce pays.

Pour les partis de gauche en Europe et ailleurs l'«expérience chilienne» faisait la démonstration qu'il était possible d'aller au «socialisme» par une voie pacifique et démocratique, grâce à des réformes passées en utilisant les institutions étatiques.

En réalité le «socialisme» que faisaient miroiter l'Unité Populaire et son président tout sauf marxiste n'était rien d'autre qu'un capitalisme légèrement réformé et «amélioré» : il n'était pas question de toucher au mode de production capitaliste et de se fixer l'objectif d'une société radicalement nouvelle, sans exploitation, sans marché ni argent, sans classes sociales ni Etat – le socialisme véritable. Celui-ci ne peut être réalisé qu'au niveau international et seulement après avoir brisé l'Etat bourgeois et la résistance des classes possédantes par l'instauration de la dictature du prolétariat.

L'UP n'envisageait rien de tel son programme était un ensemble de réformes économiques visant à accélérer le développement capitaliste en liquidant les secteurs archaïques (grandes propriétés latifundiaires) en accroissant le rôle économique de l'Etat pour pousser à l'industrialisation, en desserrant l'emprise impérialiste (nationalisations des grandes entreprises minières américaines) tout en accordant des mesures sociales nécessaires pour calmer le mécontentement des prolétaires et des masses pauvres.

Il n'est donc pas surprenant que le principal parti bourgeois, la Démocratie Chrétienne, ait voté l'investiture de Allende (celui-ci n'ayant pas obtenu une majorité suffisante pour être élu directement, l'investiture dépendait d'un vote au parlement où l'UP était minoritaire). Pour plus de sûreté la DC avait posé comme condition (texte du 24/9/1970) que le futur président s'engage entre autres à respecter «*les structures organiques et hiérarchiques des Forces Armées et du corps des carabiniers*» : «*Nous voulons que les Forces Armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique*». La suite démontrera une fois de plus que ce système démocratique défendu par l'Armée et la police n'est autre que la domination de la bourgeoisie ...

Le gouvernement de l'UP avait des

adversaires plus ou moins virulents : à commencer par les grands propriétaires fonciers (les «*momios*» – les momies) qui redoutaient les occupations de terre, des secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie inquiets des velléités modernisatrices du gouvernement (le projet de création d'une entreprise nationale de transport entraîna la révolte des propriétaires de camions) et l'impérialisme américain évidemment hostile aux tentatives de s'attaquer à ses intérêts et de se rapprocher de Cuba. L'UP s'efforça d'amadouer ces opposants : limitation de la «réforme» agraire (elle n'avait jamais songé à une **révolution** agraire) et condamnation des occupations par les paysans sans-terres, rachat au prix fort des entreprises américaines nationalisées (pas question de les exproprier), etc.

Cela ne suffit pas à amadouer les opposants qui au contraire trouvaient une énergie toujours plus grande dans chaque recul de l'UP.

A mesure que les difficultés économiques attisaient les tensions sociales, poussant d'un côté les prolétaires à la lutte, et de l'autre de plus en plus de secteurs petits bourgeois et bourgeois à la révolte contre un gouvernement incapable de maintenir la paix sociale, ce dernier se tournait de plus en plus vers les militaires.

Lorsqu'apparurent et commencèrent à se généraliser les «cordons industriels» comme organes territoriaux de centralisation de la résistance ouvrière, cela entraîna la dénonciation violente des médias bourgeois et l'opposition ouverte du PC et des bureaucrates du syndicat CUT, tandis que le «camarade président» Allende, soucieux de maintenir l'influence paraly-

(Suite en page 20)

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 30 / Septiembre de 2023

- Tras las elecciones, el orden y el control quedan garantizados
- Sobre la guerra ruso-ucraniana
- De nuevo, el metal
- Sobre la guerra en Ucrania. Internacionalismo proletario y derrocamiento revolucionario en la tradición marxista
- Nota de lectura: un renovado interés sobre la Fracción de izquierda del Partido Comunista de Italia (1928-1938)
- Al trabajo como a la guerra. ¡Proletarios! ¿Cuántas muertes más en el trabajo necesitamos para rebelarnos contra un sistema que produce sólo beneficios para los capitalistas y muertes para el proletariado?

Le numéro: Europe : 1,5 €, £ 1,5, 3 FS; Amérique Latine: US \$ 1,5; USA + Cdn: US \$ 2.

1973

Coup d'Etat au Chili Tragique expérience à ne pas oublier!

(Brochure «le prolétaire»; n° 38 ,
Septembre 2023 , format A5, 56
pages, Prix : 2 € / 4 CHF)

Sommaire

- Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir (2023)
- Le coup d'Etat de 1973 au Chili: une terrible expérience à ne pas oublier (2003)
- Le caractère désastreux de la politique de Front Populaire (2003)
- Les erreurs que vous ferez toujours (Le Chili et l'illusion démocratique) (1974)
- La leçon de la tragédie chilienne (1974)
- La voie pacifique est la voie du suicide, et mène au massacre de la classe ouvrière (1973)
- Chili: l'Unité Populaire rampe devant la petite- bourgeoisie (1972)
- Le Chili, patrie des voies pacifiques du socialisme? (1970)

Annexes:

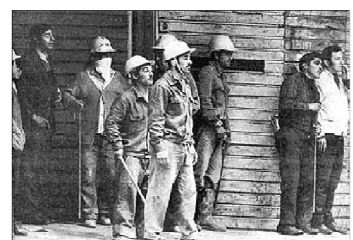
- Force, violence, dictature, dans la lutte de classe (1946-1948)
- Au Chili nouvelle faillite des illusions démocratiques petites bourgeoises (2022)
- Pinochet: sacrifice de l'allié d'hier sur l'autel de l'ordre démocratique bourgeois (1999)

le prolétaire

partii comunista international (programma comunista)

1973

Coup d'Etat au Chili Tragique expérience à ne pas oublier !



Septembre 2023

38

Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir

(Suite de la page 19)

sante de l'UP sur la classe ouvrière, adoptait une attitude en apparence moins hostile à leur égard. Parallèlement le gouvernement donnait carte blanche à l'armée contre les cordons, pavant la voie au coup d'Etat militaire. Les pompiers sociaux se révélant finalement de plus en plus incapables de calmer les prolétaires et les masses déshéritées, ils avaient épuisé leur utilité pour les bourgeois. La Démocratie Chrétienne rompit les négociations avec le gouvernement : il fallait passer à la répression brutale, en balayant au passage les laquais réformistes même si jusqu'au bout ils avaient servi l'ordre bourgeois en livrant les prolétaires pieds et poings liés à leurs bourreaux. Les victimes du coup d'Etat du «général démocrate» Pinochet se comptèrent par milliers de morts et disparus, des dizaines de milliers d'emprisonnés souvent sauvagement torturés, et des centaines de milliers de personnes durent fuir le pays.

Malheureusement il n'existait pas au Chili de parti qui ait pu avertir le prolétariat du danger mortel qu'il y avait à faire confiance à l'UP et le diriger sur des orientations indépendantes de classe. Le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) avait acquis une certaine influence parmi les couches les plus combattives né d'une fusion de divers courants trotskystes, castristes et autres, se revendiquant du marxisme, il se disait opposé au réformisme et au pacifisme des partis de gauche, à une alliance avec la «bourgeoise nationale» qui faisait partie du programme du PC et il prônait la lutte armée et l'insurrection.

La venue au pouvoir de l'UP montra ce que valaient ces discours. Si le MIR alla jusqu'à critiquer certaines actions ou le «légalisme» du gouvernement, il se rangea cependant immédiatement à son côté et il le défendit obstinément au point de s'opposer aux luttes qui risquaient de l'affaiblir. Il fit sien le fameux slogan de l'UP : *El pueblo unido jamás será vencido !* (le peuple uni ne sera jamais vaincu), qui est la formule de la défaite prolétarienne, puisqu'au nom de cette unité populaire le prolétariat était appelé à mettre de côté la défense de ses intérêts propres. Il joua le rôle funeste d'une aile gauche de l'UP ramenant dans le giron du réformisme gouvernemental social démocrate et néo stalinien, les prolétaires qui tendaient à lui échapper et à prendre le chemin de l'indépendance de classe.

En 1922 le jeune Parti Communiste

d'Italie écrivait dans ses Thèses de Rome : *«Une des tâches essentielles du Parti Communiste pour préparer idéologiquement et pratiquement le prolétariat à la prise révolutionnaire du pouvoir est de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires bourgeoises pour résoudre les problèmes sociaux.»* (...) *«Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience/ : de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'État démocratique bourgeois. (...) Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale.»*

(...) *La situation que nous envisageons peut prendre l'aspect d'une attaque de la droite bourgeoise contre un gouvernement démocratique ou socialiste. Même dans ce cas, le Parti communiste ne saurait proclamer la moindre solidarité avec des gouvernements de ce genre : s'il les accueille comme une expérience à suivre pour hâter le moment où le prolétariat se convaincra de leurs buts contre-révolutionnaires, il ne peut évidemment les lui présenter comme une conquête à défendre.»*

Personne n'était là pour tenir ce langage marxiste de l'intransigeance classiste aux prolétaires chiliens qui furent menés les yeux bandés à l'abattoir...

* * *

A la fin des années 80, après avoir imposé pendant 17 ans une exploitation capitaliste débridée qui faisait l'admiration des économistes bourgeois, la dictature de Pinochet céda tranquillement la place à la démocratie les partis de la *Concertación por la Democracia* (Concertation pour la démocratie) aux premiers rangs desquels se trouvaient les vieux partenaires-adversaires,

le PS et la Démocratie Chrétienne, avaient promis de respecter la Constitution promulguée par les militaires, de continuer la même politique économique et de garantir l'impunité des crimes commis. Enième confirmation que dictature et démocratie sont deux formes politiques interchangeable selon les besoins de la préservation de la domination bourgeoise...

Les «mille jours» de l'Unité Populaire représentent une dramatique expérience dont les prolétaires du monde entier doivent se souvenir des leçons écrites dans le sang de leurs frères de classe.

Août 2023

**«Communist program»
No. 9 (Mai 2023)
Voir le sommaire sur notre
site <https://www.pcint.org>**

Correspondance :

Pour la France : Programme,
15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact,
écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE Quatrième liste 2023

Frederic: 3,00 / Frédérique: 7,50 /
Gilbert: 33,25 / Paris: 800,00 / Pour la
révolution communiste internationale:
71,50 / Robert: 12,50 / Valence:
700,00 / Victor: 30,00

**Total liste: 1657,75
Total général: 5242,25**

No d'inscription à la commission paritaire
de presse: 52926. Directeur-gérant:
Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € /
15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:**
15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue
théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 /
Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn:
US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4
numéros. **Abonnement de soutien:**
32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US
\$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS
/ £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £
6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50
FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro:
3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5
/ USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,**
le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America
latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

«Communist Program», le numéro: £
4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US \$ 3
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3
FS / USA et CDN: US \$ 2